

La revue catholique des idées et des faits

SOMMAIRE

La monarchie, meilleure forme de gouvernement
Souvenirs sur J. Bratiano
Monseigneur Simon Deploige
Les origines de la Réforme
La politique espagnole
Le centenaire de Malherbe
La littérature catholique d'hier et d'aujourd'hui
Lettres de Léon Bloy à ses filleuls

Charles Benoist
S. G. Mgr Netzhammer
Maurice Defourny
Hilaire Belloc
Giovanni Hoyois
José Vincent
Paul Halflants
Jacques Maritain

Les idées et les faits : Chronique des idées : Le Panchristianisme, Mgr J. Schyrgens. — Angleterre. — Roumanie. — Espagne. — Italie. — Russie. — Mexique.

La Semaine

♦ Le bon sens ne serait-il plus la chose du monde la mieux partagée? Le fut-il jamais d'ailleurs?...
Les braves jeunes gens qui démolirent l'exposition soviétique avaient-ils prévu qu'ils allaient provoquer une telle coulée d'encre, une pareille dépense de salive? Mais nous vivons en démocratie politique, régime où l'encre et la salive ont l'importance que l'on sait.

Notre ami Jean Valschaerts a fait remarquer, non sans malice, qu'il ne s'expliquait guère comment les bons bourgeois catholiques qu'enthousiasmaient les prouesses d'un abbé Bethléem déchirant des publications obscènes exposées aux regards des enfants et les manifestations bruyantes (et violentes, il faut bien le dire) des jeunes A. C. J. Bistes contre des films immoraux, comment ces mêmes bourgeois concilient cet enthousiasme avec leur sévérité à l'endroit des justiciers qui ont sévi rue du Trône?

Mais au fait, y a-t-il beaucoup de gens qui réprouvent le geste de ces 150 jeunes gars? Des journaux catholiques voudraient le faire croire. Mais en démocratie, les journaux reflètent si peu l'opinion!

A la Chambre, le camarade Jacquemotte y est allé d'une interpellation. Il a eu l'amabilité grande de nous citer, déclarant que, dans la Revue catholique des Idées et des Faits, « on trouve la pensée réelle des catholiques de ce pays ». C'est nous faire beaucoup d'honneur.

Le ministre de la Justice a répondu fort aimablement à l'agent de Moscou, affirmant « qu'il est impossible à un membre du gouvernement d'approuver l'acte de ces jeunes gens excités », disant que « tous ceux qui ont le souci de l'ordre doivent avoir comme premier devoir de le respecter », demandant « de faire confiance au gouvernement pour faire respecter l'ordre et la paix publique », remarquant que « nous n'avons pas besoin d'un enthousiasme irréflectif pour suppléer à l'autorité gouvernementale ».

Sans doute, le même ministre eut-il dû très exactement tout cela si un abbé Bethléem de chez nous avait brisé les carreaux d'une officine de publications obscènes, ou si des jeunes gens catholiques avaient mis le désordre dans un théâtre ou dans un cinéma. Mais peut-être que certains l'eussent blâmé alors, qui l'approuvent aujourd'hui.

Et le ministre a ajouté que « l'exposition soviétique était sans intérêt et sans visiteurs ».

Pour ce qui est des jeunes gens, il n'y a qu'à laisser faire la justice.

Discours peu reluisant, il faut bien le dire, car s'il fallait réprouver l'acte, l'occasion était belle de plaider les circonstances atténuantes et surtout, pour un ministre de la Justice dans un gouvernement d'hommes d'ordre, de river son clou à un Jacquemotte, propagandiste du pire désordre, et de dire ce qu'il y avait à dire d'une exposition qui ne tendait qu'à propager chez nous le désordre suprême qui tue la Russie.

M. Piérard, ce plaisant et assez inoffensif touche-à-tout, devenu ces jours-ci vice-président de la Ligue des Droits de l'homme, est intervenu « pour sauvegarder la liberté d'opinion méconnue en Russie et en Italie. La liberté de l'opinion est un droit de l'homme qui doit être sacré ».

Personne n'a fait remarquer que l'honorable député de Frameries débilitait là une inérite énorme.

L'homme courageux ce jour-là ce fut M. Buyl. Il a reconnu que les jeunes gens avaient eu recours à la violence, mais que la propagande soviétique créait le cas de légitime défense admis par le Code et « qu'organiser l'exposition soviétique, c'est un acte de violence ».

Bravo!

Et le bourgmestre d'Ixelles a révélé que les 194 membres des organismes ayant pris l'exposition sous leur patronage, ont attrait la commune en dommages et intérêts.

M. Buyl a eu le courage de donner les noms... Et on n'est pas peu surpris à la lecture de ces noms!...

La moralité de l'histoire, en attendant la condamnation des coupables avec, nous voulons l'espérer encore, les félicitations de juges qui tiendront à manifester leur regret d'avoir à appliquer les lois, la moralité c'est que les pouvoirs publics ne veillent pas suffisamment à la défense de l'ordre; que trop d'esprits faibles, curieux, dilettantes, snobs, se font inconsciemment les complices des criminels de Moscou (sans parler des convaincus et des apôtres) et qu'il est heureux que quelques coups de canne « de jeunes gens excités » comme dit notre ministre de la Justice, aient fait suffisamment de bruit pour attirer l'attention. Qu'on leur inflige les sanctions prévues, conditionnellement s'entend, mais qu'ils soient remerciés! N'auraient-ils que provoqué la lecture à la Chambre des noms de ces médecins, avocats, professeurs, économistes (!) architectes, hommes de lettres (évidemment!...), de tous ces institutrices et institutrices qui « patronnaient » l'odieux bourrage de crâne soviétique, qu'ils auraient bien mérité de la Patrie.

♦ M. Vandervelde a prononcé, à la Chambre, un grand discours sur la stabilisation. Il y a parlé, mais en termes vagues et prudents, de l'échec du plan Janssen, et de la crise de confiance provoquée par une campagne intéressée. Saura-t-on un jour toute la vérité? Peut-être.

Certes, les grands coupables furent la guerre et ses auteurs, les Allemands, mais nous avouons ne pas comprendre M. le ministre des Finances expliquant, ou ayant l'air d'expliquer, le taux de 175 par la guerre!

M. Vandervelde a parlé « des égoïsmes incontestables d'une notable partie de la bourgeoisie ». Mais 175 n'a-t-il donc pas ruiné une partie notable de la bourgeoisie? Quant à l'égoïsme des bourgeois, l'égoïsme des grands surtout et des riches, la guerre que font aux préceptes évangéliques M. Vandervelde et ses amis, le débrident, cet égoïsme, en s'attaquant à la seule digue efficace: la charité chrétienne.

M. Vandervelde, retourné dans l'opposition, a repris sa trompette d'antan. Il a terminé en disant « à la classe ouvrière de se souvenir et d'opposer aux puissances d'argent les puissances du travail ».

Plus que le leader socialiste, nous redoutons les puissances d'argent. La démocratie politique dégénère fatalement en ploutocratie. Quand tout, ou presque tout est à vendre, l'or règne en maître. Lorsqu'une société est déchristianisée — et la démocratie politique déchristianise aussi sûrement que l'acide mord le métal, et que le cristal décompose la lumière — la matière, la richesse, l'emportent fatalement sur l'esprit. Le meilleur allié des puissances d'argent, c'est M. Vandervelde. Le grand ennemi des puissances du travail, c'est le socialisme.

La monarchie, meilleure forme de gouvernement

Après une vie dépensée au service de la chose publique, M. Charles Benoist, membre de l'Institut, ancien professeur d'université, ancien député, ancien ambassadeur de France, dont l'œuvre scientifique fait autorité, vient, dans un dernier ouvrage de haute politique, qu'il qualifie lui-même de « Manuel de la réaction », de se rallier avec éclat à la monarchie.

Dans le pays où les faux dogmes de 1789 ont causé le plus de ravages, où le suffrage universel pur et simple a sorti ses plus pernicious effets, un homme dont on ne récusera pas le témoignage car il a servi de son mieux le régime démocratique, un républicain qui s'est appliqué, sa vie durant, à corriger des institutions qu'il croyait amendables et perfectibles apporte les résultats de son expérience et les fruits de sa méditation : la république démocratique est un régime de mort, les tares de la démocratie politique sont incurables, elles tiennent à l'essence même de ce régime absurde. Il n'y a qu'un remède, la suppression de la cause des plus grands maux politiques contemporains (après l'apostasie des Etats) : la démocratie politique, c'est-à-dire le régime électif.

Nous reproduisons ici quelques-unes des conclusions de M. Charles Benoist. Tout l'ouvrage est à lire et à méditer en un temps où « la question de l'avenir de la démocratie ne se pose plus comme elle se posait il y a quelques années encore, parce que l'expérience peut être maintenant considérée comme faite et ses résultats comme acquis. »

« On peut — en effet — tenir pour établi que partout, à des degrés divers, le régime électif, avec les abus qui en sont inséparables, trouble, agite et va jusqu'à mettre en péril l'existence même des Etats. »

« Les degrés divers auxquels tous les Etats en souffrent sont déterminés par la plus ou moins grande extension du droit de suffrage, ceux-là étant le plus malades, qui ont le plus largement et depuis le plus longtemps le suffrage dit : universel »

« Le suffrage universel a ruiné le régime parlementaire, en le faisant dégénérer d'abord en parlementarisme, puis en parlementarite. »

« En France, en particulier, la corruption et le déclin du régime parlementaire sont manifestes. »

« Depuis un demi-siècle, la Chambre des députés, élue au suffrage universel direct, n'a fait que choir de palier en palier, un étage tous les quatre ans. »

Le problème qui domine est celui du gouvernement, celui du Chef.

Le reproche le plus grave que l'on puisse adresser au gouvernement populaire, c'est de n'être pas un gouvernement et donc d'être le pire des gouvernements. Le principal avantage du gouvernement

monarchique, c'est d'être un gouvernement rien que parce qu'il est, et parce qu'il n'est qu'un. Sans doute, cet Un n'agit pas ou du moins ne délibère pas tout seul. Son trône n'est pas une stèle dans le désert, il n'est pas un dieu de granit, il a des yeux et des oreilles. Le monarque le plus absolu n'est pourtant point absolument absolu. S'il l'était, ce serait une bête stupide ou féroce. Il est le roi en ses conseils, et cette formule dit tout. Aux Conseils, le conseil; au roi, le règne, mais le règne et le gouvernement : il règne et il gouverne. Il gouverne selon des statuts, des coutumes, des traditions, des règles dont l'ensemble forme ce qu'on appelle « les lois du royaume », cent fois plus inébranlables que les articles d'une Constitution abstraite, comme ayant de bien plus longues et de bien plus fortes racines. Il a le devoir de s'éclairer d'abord de tous les avis utiles; mais, après, quand sa conscience l'assure qu'il sait, seul il a le droit de décider et de prescrire.

Et qu'on ne réponde pas qu'alors, entre la Monarchie constitutionnelle et la République présidentielle, il n'y a plus de différence; il reste celle-ci, qui est énorme : le corps a une tête, et, cette tête n'eût-elle qu'un « pouvoir imposant », une couronne a plus de prestige qu'un chapeau. Mais ce qu'il faut retenir par dessus tout, c'est que l'unité est l'essence du gouvernement civil, comme elle l'est du commandement militaire. Pas plus que le commandement, le gouvernement ne se fractionne, ni même ne se partage sans se détruire. Le chef, dans la paix comme dans la guerre, doit être un, et non pas plusieurs, et non pas quelques-uns, quand même ces quelques-uns ne seraient que deux. De deux Consuls, dès qu'il y en a deux, l'un envie, épie, empêche l'autre, à moins qu'il n'en soit dévoré. Le point fixe dont ne saurait se passer nul Etat ne peut être que le point qui ne se divise pas. *Monocratie*, d'abord. Un seul chef, cela ne fait pas question; mais le vaut-il mieux perpétuel ou renouvelable, héréditaire ou élu?

Contre l'hérédité on peut objecter qu'elle a ses surprises ou ses inconséquences, que les rois se suivent et ne se ressemblent pas, qu'il serait téméraire de conclure du père au fils, et qu'il arrive que l'homme le plus éminent ait des enfants qui le sont beaucoup moins. Il n'y a rien à répliquer. Accordons même que, sur les soixante-sept rois de France des trois races, de Clovis à Louis-Philippe, la plupart, et, si on le veut, presque tous, à l'exception de cinq ou six, ont été médiocres, quoiqu'il y ait à cet égard plus d'un procès historique à reviser, et que Louis XIII, pour prendre un exemple, n'ait pas été du tout le neurasthénique folot dont le romantisme nous a peints au bitume la figure caricaturale, mais vraiment un grand roi. Soit donc : une cinquantaine, une soixantaine peut-être, n'ont été que des esprits très ordinaires, et l'élection, sous ce rapport, si elle n'eût pas donné mieux, eût pu donner aussi bien.

Mais ce qu'elle n'aurait pas donné, lors même qu'elle eût donné le roi, c'est la famille royale; quand elle aurait improvisé l'homme, elle n'aurait pu improviser le milieu; quand elle aurait produit le

prince, elle n'aurait pu reproduire la série de princes qui, héréditaire, l'eussent précédé et déterminé. Il n'en serait sorti muni que de son fonds personnel, sans avoir emprunté à ce fonds commun. A égalité d'intelligence, il se serait trouvé, dès le départ, en état d'infériorité quant à l'aptitude à la fonction, car les générations se transmettent avec la vie même les qualités acquises. Il se fait jour à jour, au foyer familial, une sorte d'endosmose, — pourquoi ne pas dire d'imprégnation? — mentale et morale, à laquelle nulle formation scolaire, nulle instruction doctrinale, nulle éducation systématique, ne supplée. Ce que l'on sait le mieux, c'est ce qu'on n'a pas appris ou du moins ce que l'on n'a pas vu que l'on apprenait. L'apprentissage irrésistible, c'est l'apprentissage insensible. Le don royal, c'est le sang royal. La maîtrise du métier de souverain est interdite à qui n'en a pas fait ses premiers jeux. On naît un chef d'Etat, on ne le devient pas.

L'argument décisif, victorieux et qui doit emporter la conviction demeure que, dans un Etat où tout le reste est mobile et ne peut guère ne pas l'être, sous peine de se fossiliser, l'hérédité pose un point fixe, symbole et facteur, effet et cause, lieu et instrument d'unité. Dans la nation faite de tant de pièces, traversée par tant de courants, disputée par tant d'influences, travaillée, tiraillée par tant de fortunes diverses, c'est lui, ce point, en vérité, *l'un et l'indivisible*.

Non seulement il est dans l'espace, ou dans le plan de l'Etat l'unité, la fixité, l'indivisibilité, mais encore il est dans le temps, dans la vie nationale, la constance, la permanence, la continuité la perpétuité. Par l'hérédité, il y a un Etat qui dure, se prolonge, se maintient et se développe, souple et stable, à la fois varié et identique à lui-même. Par l'élection, au contraire, il n'y a que des Etats successifs, disjoints et désarticulés, qui diffèrent l'un de l'autre, qui souvent même s'opposent l'un à l'autre. L'Etat héréditaire peut entreprendre; couvert par la vieille maxime française: « Le roi ne meurt pas », il ne meurt pas. Mais l'Etat électif est sans cesse occupé à renaître et à vivre, ou plutôt à ne pas mourir. Par l'hérédité, l'intérêt de la personne royale, celui de la famille royale, se confondent avec l'intérêt de l'Etat. Le sien est le leur. Quel gage plus sûr d'attention et de dévouement? Faire les affaires de l'Etat est, pour le prince qui a un héritier de sa chair et dont le bien de l'Etat est le bien propre, faire ses propres affaires. Comme disaient les Florentins, peuple marchand : *C'est sa boutique*.

Une fois admise la supériorité théorique et pratique de la monarchie en ce qu'elle substitue l'un au multiple, l'indivisible au pulvérisé, le permanent à l'intermittent, on prendrait une peine inutile en s'attardant à démontrer que le gouvernement d'un seul assure mieux l'exercice de l'autorité que ne le fait l'autorité populaire. Il l'assure mieux, précisément parce qu'il a la durée, la constance, et la fermeté de main tranquille qu'elle permet, et tout le prestige qui l'entoure. Mais il n'est pas certain qu'il n'assure pas mieux aussi la possession et la jouissance de la liberté, ou, ce qui est plus substantiel, des libertés. La liberté métaphysique, de conception jacobine, a fait beaucoup de bruit dans le monde, elle y a fait peu de chemin, et, sous le couvert de son nom gravé partout en lettres d'un pied et demi, l'homme est accablé de servi-

tudes plus qu'il ne l'ait jamais été, avec la mince consolation de se dire que, dans la forme, elles sont légales. Plus sage, il la changerait bien vite contre ces libertés modestes, humbles et terre-à-terre, si naturelles que, comme la santé, il ne les goûte que lorsqu'il en est privé, et qui, seules pourtant, l'enveloppent d'une couche d'air respirable. L'Unique, lui, étant au-dessus, pourvu qu'elles ne le touchent pas, elles lui sont indifférentes; il les protège, ou, au pis-aller, il les souffre et les laisse à tous, qui, par-dessous, sont égaux devant sa suprématie.

Si l'on faisait valoir que le peuple préfère quand même sa condition nouvelle, et que c'est ce qui l'attache au régime démocratique, il n'y aurait qu'à rappeler les témoignages répétés de cet amour si admiré des étrangers, que la France avait voué à ses rois, et qu'à mettre au défi, en fouillant les archives contemporaines, d'y trouver trace d'un pareil sentiment envers n'importe lequel des présidents que, depuis un demi-siècle, la République a successivement épousés. Non pas que tel ou tel peut-être n'eût pas mérité d'être aimé, mais il ne faisait que passer, et l'on n'a pas eu le temps de s'en apercevoir. Quant au soulagement tiré de ce que l'on n'est plus sujet, mais citoyen, même en y ajoutant : électeur, ce mirage, et ce mensonge : souverain, même en se flattant qu'en démocratie on n'a de chefs que des serviteurs, il suffit, pour l'estimer à son prix, de penser à ce qui se voit dans certains ménages. Est-il plus lourde tyrannie que celle de la servante-maîtresse?

La région, reconstituant la province sur un plan revisé, ranime, rait par les voies locales la vie nationale, sous un pouvoir unique continu, vigilant et fort, aimé, craint, respecté, moralement indiscuté, enraciné historiquement, dont la nécessité est encore une constante, une loi de la politique française. Lui seul, ce pouvoir un et fort pourra restituer aux vies régionales et locales toute leur vigueur, donner à ces énergies réveillées ou réchauffées tout leur jeu.

Mais tout cela est impossible dans la démocratie et par elle. Cette conclusion, non plus, nous ne l'avons pas préjugée. C'est l'observation et l'expérience qui nous l'ont peu à peu imposée, malgré nous. Et nous n'avons pas fait une découverte, car un des saints ultralibéraux les plus solennellement fêtés du calendrier républicain, Ernest Renan, a écrit, il y a soixante ans : « Le degré de raison nationale émanant d'un peuple qui n'a pas contracté un mariage séculaire avec une famille est si faible, si discontinu, si intermittent, qu'on ne peut le comparer qu'à la raison d'un homme tout à fait inférieur ou même à l'instinct d'un animal. Le premier pas est donc évidemment que la France reprenne sa dynastie ».

Ce n'est pas sans lutte ni sans peine que j'en suis venu à cette conclusion. En ce moment même, je ne l'énonce pas sans regret : comment oublierai-je que pendant si longtemps toute ma pensée et toute mon action s'étaient orientées autrement?

De bonne heure frappé des vices, des lacunes, des inconvénients, des dangers même que présentait chez nous le régime démocratique, j'ai d'abord cru qu'ils tenaient à ses formes, qu'il suffirait de rectifier pour les corriger et l'assainir.

En constatant les maux qui accompagnaient le suffrage universel, j'ai cru qu'ils tenaient à des modes de scrutin défectueux, et qu'il suffirait de les changer pour l'améliorer. Il m'apparaissait

Pèlerinage de Printemps en TERRE SAINTE — du 9 avril au 19 mai 1928. —

Sous la direction spirituelle du Révérend Père Dom ELRED O. S. B. Moine de l'Abbaye Benedictine de Maredsous Egypte, Palestine et Syrie. Retour par Constantinople et Athènes. Prix : 13,000 fr. belges en 1^{re} classe et 10,000 fr. belges en 2^e classe.

Inscription et renseignements : M. EDGARD D. MOULIN, 147, BOULEVARD ADOLPHE MAX 147, BRUXELLES

surtout anarchique, j'ai pensé qu'il l'était parce qu'il était inorganique, et j'en ai déduit que, pour le guérir, il fallait l'organiser par les intérêts, par la profession, dans le cadre des forces sociales.

Je crois encore que c'est nécessaire, mais je ne puis plus croire que ce serait suffisant.

Partant de là, j'ai été amené à penser qu'il fallait organiser la démocratie elle-même par la réintégration ou l'introduction dans l'Etat des corps intermédiaires rajeunis, renouvelés, et diverses mesures parallèles, comme la participation à l'élaboration des lois d'un Conseil technique limitant l'incompétence du Parlement, l'institution d'une Cour Suprême limitant son omnipotence, l'élargissement du collège électoral qui nomme le Président de la République, etc.

Je crois toujours que ce serait nécessaire, mais je ne crois plus que ce soit possible.

Dès l'instant où je le proposai, l'objection me fut faite : « Mais la démocratie peut-elle être organisée ? » En termes plus explicites : « Peut-on organiser ce qui ne veut pas être hiérarchisé ? » Rien, en effet, ne s'organise qu'en se différenciant, c'est-à-dire par l'inégalité, et l'inégalité est contraire au principe même de la démocratie. Or toute l'histoire prouve qu'aucune société ne peut vivre dans l'ordre et dans la paix sans une organisation, elle-même impossible sans une hiérarchie, souple autant qu'on le voudra, mais pourtant certaine et stable.

L'expérience a confirmé les résultats de l'observation. Dix-sept ans de vie parlementaire, dix ans de campagne pour la réforme électorale aboutissant à un avortement, m'ont convaincu que, dans la démocratie, les intentions, quelque excellentes qu'elles soient, sont vaines, que par le gouvernement populaire parlementarisé, ou le parlementarisme popularisé, on ne peut rien, pas même servir et sauver la démocratie.

Nous voilà donc au carrefour, à la croix. Il faut choisir. L'alternative est dure : le parti ou la patrie. Mais non : ainsi posée, il n'y a pas d'alternative, il ne peut y avoir que la patrie.

Encore une fois, l'adhésion que j'apporte ici est un acquiescement de la raison, fondé sur l'étude et sur la pratique, elle n'a point été donnée d'un élan. Je ne suis arrivé que par une longue marche à la persuasion que le gouvernement héréditaire d'un seul est le meilleur des gouvernements, mais il faut bien retenir que le meilleur gouvernement n'est jamais que le moins mauvais. Ceci se passe dans le relatif et non dans l'absolu. Conclure à la supériorité de la monarchie, ce n'est pas jeter au peuple la clef retrouvée du Paradis perdu. Il serait périlleux à l'extrême de le bercer d'illusions trop grandes, la désillusion serait trop amère, et la colère provoquée par elle abattrait tout.

La juste apologie de l'Ancien Régime ne doit pas aller jusqu'au panégyrique. Considéré comme système de gouvernement, il eut ses imperfections, ses défaillances, ses torts. Il était, pour ainsi dire, de son essence de mettre ou de laisser de l'enchevêtrement dans les institutions et de l'indétermination dans les domaines. Son bel ordre architectural était, du moins vers sa fin, plus théorique que réel. En fait, il tolérait beaucoup de confusion. La loi y était rigoureuse, mais une chose la tempérait singulièrement : elle n'était plus appliquée, au moins pas partout ni toujours.

La monarchie elle-même n'a pas pu faire tout ce qu'elle aurait dû et tout ce qu'elle a voulu. Exemple : bien qu'elle eût voulu très tôt unifier notre droit civil, et qu'elle l'eût essayé depuis 1453 (ordonnance de Montils-lès-Tours), elle n'avait pu y réussir. Et, d'autre part, un des défauts que l'on reproche le plus à la République, l'instabilité ministérielle, la Monarchie n'en fut pas exempte. Ainsi Louis XV eut huit contrôleurs généraux des finances, Louis XVI en eut dix en quinze ans. Ils se succédaient si rapide-

ment qu'on appelait leur ministère « l'Hôtel des déménagements ». Oui, mais il y eut, en quatorze siècles, soixante-sept rois, dont trente-six de la même souche. Les ministres pouvaient passer, le Roi demeurait.

Le grand bienfait de la monarchie, on ne le redira jamais assez sa supériorité décisive, est dans son principe : l'unité. Et la fixité, dans l'unité. L'unité du pouvoir, l'unité du commandement. La suite, la tenue et l'enchaînement de l'autorité. Le désordre dans l'ordre était le ait de mauvais arrangements et de mauvaises habitudes. Mais le fond était l'ordre. Le reste, tout le reste, eût pu être réformé. Sans le principe, et, — la racine est la même, — sans le prince, rien ne peut l'être.

Ce point capital solidement établi, cette vérité fondamentale exprimée nettement, je n'ai plus à ajouter qu'un mot.

Auteur, pour sa part, des trois « Jamais ! » qui avaient proscrit les Bourbons, « républicain historique, républicain intransigeant, républicain de toute la vie », lorsqu'Emilio Castelar eut vu ce qu'avait donné la République en Espagne, et ce que promettait, ce que donnait déjà la Restauration, il déclara, dans le discours particulièrement célèbre du 7 février 1888 : « Je ne puis rien être dans la Monarchie, je ne veux rien être dans la Monarchie, je ne dois rien être dans la Monarchie. » Après quoi, en toute sérénité, il adressa à ses amis plus jeunes qui, n'ayant pas son passé, n'avaient point non plus ses raisons de s'abstenir, la lettre par laquelle il leur conseillait d'accepter le régime qu'il avait toujours combattu ; puis, satisfait d'avoir libéré sa conscience, il se regarda désormais comme mort à la vie politique.

Charles BENOIST.
Membre de l'Institut de France.

Souvenirs sur J. Bratiano (1)

L'archevêque d'une capitale est tout naturellement amené à rencontrer parfois les chefs politiques du pays. Je compte parmi les événements les plus marquants des années que j'ai passées à Bucarest, mes rencontres avec le grand ministre Bratiano, dont la haute stature et la barbe sauvage impressionnaient déjà vivement. L'une des audiences les plus importantes que m'accorda Bratiano fut celle du 9 février 1922. Depuis trois semaines, il présidait un gouvernement libéral et il venait de décréter des élections générales. Le parti national transylvain était extrêmement monté contre le Roi, qu'il accusait de l'avoir oublié. Mais le Roi, fatigué et excédé des luttes de partis et de combinaisons gouvernementales incapables et impuissantes, rappelait son fidèle et éprouvé Bratiano, l'homme d'Etat roumain à l'autorité la plus grande et à la compétence la plus haute.

C'est devant cet homme, si puissant déjà avant la guerre et avant que la Roumanie n'eût doublé son territoire national, que j'avais à comparaître, le 9 février, à 6 heures du soir. Nous ne nous étions plus vus depuis longtemps. La guerre (depuis août 1916) et quatre années d'après guerre étaient entre nous

(1) L'auteur de cet article, né à Fribourg en Breslau, fut long temps bénédictin à l'abbaye de Einsiedeln en Suisse. Eco ome et supérieur du Gra d Semi-naire de Bucarest de 1900 à 1902 il fut professeur à Rome, Recteur du collège grec à Rome, puis élu archevêque de Bucarest en 1904. Démissionnaire en 1924, il s'est retiré à l'abbaye de Einsiedeln.

Précédemment, Bratiano me recevait dans sa maison roumaine, toute moderne, et il me conduisait alors soit dans une chambre en saillie, disposée et ornée comme une niche, soit au jardin à l'ombre d'un beau feuillage. La conversation pouvait être sérieuse et les figures parfois sombres — comme lors de la construction de l'église Saint-Basile ou de la fâcheuse affaire Baud — l'agrément et le grand art de cette demeure, le charme de ce beau jardin maintenaient une note amicale. Aujourd'hui, l'audience avait lieu au ministère, dans le cabinet du Premier ministre. Vestibule et escalier étaient pauvrement éclairés et dans la chambre où m'introduisit l'huissier en m'annonçant, une seule lampe était allumée sur un bureau. C'était le temps où Bucharest était mal livré en fait d'éclairage. L'huissier m'avança un siège à côté du bureau et disparut. Je ne vois d'abord personne, mais j'entends un va-et-vient et le bruit de papiers remués.

Brusquement, Bratiano apparaît, sortant de l'ombre mystérieuse. Il s'assied en face de moi, dans un profond fauteuil. Je lui dis aussitôt :

« Excellence, le but de l'audience sollicitée est de me présenter et de me recommander, moi et les intérêts qui sont miens, à votre bienveillance et à celle du gouvernement. »

Le président se tire la barbe, me regarde sèverement et dit : « Monseigneur ! Nous nous connaissons de vieille date ! J'oserais même dire que nous étions bons amis ! »

— Certainement, Excellence !

Bratiano se redresse un peu et la lumière de la lampe éclaire alors vivement son visage et approfondit encore les ombres de ses rudes traits. Après une courte pause, il reprend en pesant bien chaque parole : « Monseigneur ! Avant de reprendre nos relations, je considère de mon devoir de vous dire ce que j'ai à vous dire. Il s'agit d'une chose désagréable. Il me faut toutefois vous la dire sans quoi vous ne me tiendriez pas pour un homme sincère. Quand je vous aurai dit le désagréable, vous n'en croirez que davantage l'agréable que je vous dirai aussitôt après. »

— Quelle est donc cette chose désagréable ?

— Nous entretenions les meilleurs rapports, quand la guerre nous a éloignés et rendus étrangers l'un à l'autre ! Vos agissements pendant la guerre et certains événements d'après-guerre m'ont fait souhaiter que, pour faciliter nos relations avec l'Eglise catholique, vous fussiez, pendant quelque temps, tenu éloigné de ce pays ! Voilà ce que je devais vous dire, voulant être franc. Bien des choses ont changé depuis et beaucoup de temps s'est écoulé. Et je puis vous dire maintenant « l'agréable », c'est que je me réjouis sincèrement de vous revoir et que je reprends volontiers nos anciennes bonnes relations.

Bratiano me tendit alors la main avec ces mots : « Soyons donc, de nouveau, bons amis ! »

J'avais écouté en silence ce que m'avait dit le président du Conseil au sujet de l'éloignement projeté de l'archevêque. Je voulus expliquer ma conduite dans les « certains événements » visés. Bratiano s'y opposa avec un vif : « Laissons cela ! », et il ne me restait donc plus qu'à remercier pour la bienveillance rendue. Le président reprit sa position abandonnée. La partie officielle de l'entretien était terminée. Les rudes traits se détendirent. Le ton devint celui du professeur qui enseigne et, un peu plus tard, celui du conteur familial.

Bratiano s'étendit tout d'abord sur la situation de l'Eglise catholique hier, dans l'ancien royaume, et aujourd'hui dans la grande Roumanie. C'est à bon droit qu'il jugeait que les catholiques de la Roumanie d'avant-guerre constituent un élément étranger au pays et appartenant aux nationalités les plus diverses. Parmi celles-ci, les Ciangos hongrois de la Moldavie sont des citoyens roumains, alors que la plupart des autres catholiques, ceux des villes en particulier, attendent encore la naturalisation

roumaine. La situation est toute différente dans les nouveaux territoires. Les catholiques de Banat, de la Transylvanie, de la Bukovine, sont des indigènes et donc devenus Roumains sans aucune formalité. Quand Bratiano me donna des chiffres relatifs au nombre de catholiques de tel territoire ou de telle nationalité, je me permis de corriger presque tous ceux qu'il citait et qui étaient inférieurs à la réalité. A ces réflexions au sujet des catholiques de la grande Roumanie, il ajouta une phrase louangeuse pour l'Eglise romaine, qu'il avait toujours considérée comme un soutien de l'ordre. Je répondis que cette tâche touchait à son essence et à sa doctrine et que les prêtres devaient toujours exorter à la discipline et à l'ordre.

* * *

Passant de la théorie à la pratique, Bratiano souleva deux questions, celles des relations amicales existant entre l'Eglise catholique et l'Eglise nationale orthodoxe, et celle des bons rapports que l'Eglise catholique doit entretenir avec l'Etat. Il fit l'éloge de la bonté et de l'habileté de l'homme qui était à la tête de l'Eglise orthodoxe. Comme j'observais que mes relations avec le Métropolitain primat Miron Cristea (aujourd'hui Patriarche) (1), homme de culture occidentale, étaient excellentes, Bratiano me dit avec un contentement visible : « Je le sais, et je m'en réjouis grandement. Je sais que vous connaissez aussi d'autres évêques orthodoxes, que vous êtes un admirateur de nos œuvres d'art religieux et un visiteur de nos monastères. Si vous pouviez amener certains des vôtres à une égale compréhension de l'Eglise nationale et les faire s'abstenir de certains écarts, il n'y aurait plus de conflit entre l'Eglise orthodoxe et l'Eglise catholique. »

Je ne pus m'empêcher de sourire, car je savais trop bien à qui, et à quels événements il était fait allusion. Mais il n'était ni de mon intérêt, ni de celui du président, de nous étendre sur ces allusions visant des faits qui passionnaient le pays.

* * *

Et Bratiano en arriva aux rapports entre l'Eglise catholique et l'Etat. Mgr Jaquet, évêque de Jassy (de 1895 à 1904) avait montré, dit-il, les services éminents que pouvait rendre un évêque en cette matière. A de mauvaises relations avec l'Etat, il fit succéder de bonnes. Je souscrivis volontiers à cet éloge de mon ancien ami, mais jugeai prudent de m'en tenir à cette approbation. Bratiano se mit à louer l'accord conclu dans le temps entre Mgr Jaquet et l'Etat comme une collaboration précieuse entre le pouvoir civil et le pouvoir religieux. Or, cet accord, dans sa principale disposition, excluait complètement l'enseignement du hongrois du programme d'études des deux séminaires ecclésiastiques de Jassy. Le tout tendait à une diminution de l'emploi de la langue hongroise par le clergé catholique et à une roumanisation rapide des 100,000 paysans catholiques hongrois groupés en îlots dans les districts Roman et Bacau de la Moldavie. Déjà, l'ancien président du Conseil, Sturdza, m'avait, à maintes reprises, parlé d'un accord similaire pour l'archidiocèse de Bucarest et de subsides annuels que pareil accord entraînerait, tout comme ce fut le cas pour Jassy. Mais j'avais toujours fait la sourde oreille !

De l'exemple qu'il m'avait cité, Bratiano tira la morale. Cette fois, elle ne me visait pas directement, mais les évêques catholiques des nouveaux territoires. La situation en Transylvanie était très difficile, me dit-il, et elle exigeait beaucoup de circonspection. Les évêques pouvaient et devaient aider l'Etat dans ses efforts de pacification et dans l'établissement du régime nouveau. Que ces évêques actuels des régions conquises ne soient

(1) Voir plus loin sous la rubrique *Roumanie*, le compte rendu de la conversation que eut M^{gr} d'Hrbigay avec le Patriarche.

guère du fond du cœur, favorables à la Roumanie, ne peut évidemment leur être reproché.

J'entrepris alors de représenter mes quatre collègues de l'épiscopat comme des hommes auxquels la seule conscience de leur devoir pastoral faisait faire tout ce qui était en eux pour devenir, avec le temps, d'excellents Roumains.

Impossible! s'écria Bratiano. Ces évêques auraient-ils la meilleure bonne volonté imaginable, le comte Majlath et le comte Szécheny qu'il ne connaissait que de nom. Le Président ne mentionna pas le nom de l'évêque Dr Glattfelder, il dit simplement qu'il était allé à Temesvar, mais que l'évêque catholique ne s'était pas montré.

Le ton élevé et les gestes du président faisaient clairement entendre qu'il lui serait agréable de savoir ces évêques de l'autre côté de la frontière, chez les Hongrois de Hongrie.

Bratiano s'aperçut qu'il était allé un peu loin, il se calma et s'informa au sujet des deux évêques, le comte Majlath et le comte Szécheny qu'il ne connaissait que de nom. Le Président ne mentionna pas le nom de l'évêque Dr Glattfelder, il dit simplement qu'il était allé à Temesvar, mais que l'évêque catholique ne s'était pas montré.

Bratiano conclut cette partie de notre entretien par un compliment à mon adresse : « Vous avez de tout autres sentiments que les évêques hongrois! Vous aimez notre pays et vous tenez à lui. Employez toute votre influence auprès de vos collègues pour que cèdent et disparaissent les oppositions. »

* * *

A Paris, Bratiano avait fait des difficultés pour signer l'article du traité de paix relatif au traitement des minorités. L'étiquette lui en resta d'opresseur des minorités ethniques et religieuses. Il me démontra qu'on le calomnait. Il est tout à fait exclu qu'un homme d'Etat quelconque méconnaisse l'importance des problèmes de minorités. Il est évident aussi que tout gouvernement et toute législation doivent reconnaître et garantir certains droits civiques aux minorités, surtout si ces minorités sont compactes ou influentes (Juifs), ce qui est bien le cas en Roumanie. Il vaut infiniment mieux pour l'Etat d'octroyer librement, lui-même, ces droits aux minorités, que de s'y voir contraint par des organisations étrangères. Ce n'est que contre ces pressions inutiles qu'il s'était élevé.

Le plus intéressant et le plus précieux de notre conversation furent les indications que me donna Bratiano au sujet du Concordat. Il commença par me donner l'assurance qu'il était animé du désir le plus ardent de conclure le Concordat avec le Saint-Siège, quitte à reculer le moment de cette conclusion dans un avenir assez lointain. Il la faisait dépendre de conditions préalables.

Il fallait d'abord, prétendait-il, que la nouvelle Constitution d'Etat fut conduite à bon port. Puis les Eglises orthodoxes des nouveaux territoires devaient être fondées en un seul tout avec l'Eglise nationale. Enfin, une organisation générale des diverses religions et confessions devait être élaborée. Alors seulement, en fin de compte, pouvait être conclu un Concordat avec Rome. Il était absolument nécessaire de commencer par contenter l'Eglise orthodoxe avec une bonne organisation et une dotation. L'affaire du Concordat, mal entamée, avait fait immédiatement croire à l'Eglise orthodoxe qu'elle était lésée dans ses droits. La lutte contre le Concordat, qui avait duré pendant des mois, aurait pu et dû être évitée.

Je n'avais interrompu que rarement le discours du Premier ministre, bien qu'il y avait des raisons à apporter contre une conclusion du Concordat remise jusqu'après l'établissement d'une Constitution nouvelle. Il est clair, en effet, qu'une Constitution préalable doit nuire au Concordat futur, et que l'Etat peut très

partialement faire introduire dans la Constitution des dispositions qui intéressent aussi l'Eglise, par exemple, au sujet de la distribution des sièges des évêques au Sénat, de l'expropriation et de la division de la propriété foncière, dispositions qui créent des obstacles à d'éventuelles négociations concordataires.

En fait, de pareilles dispositions portant atteintes à un futur Concordat ont été insérées dans la Constitution roumaine. L'avenir dira dans quelle mesure l'établissement préalable d'une législation générale réglant les cultes influencera un accord avec le Siège apostolique. Pour ce qui est de la date d'un Concordat éventuel, on en est toujours à ce que m'a dit, il y a près de dix ans, un Bratiano qui savait ce qu'il voulait, et qui le voulait énergiquement.

* * *

La conversation sur le Concordat conduisit tout naturellement à parler de Rome où venait d'avoir lieu, peu auparavant, l'avènement de Pie XI. Bratiano avait assisté au service funèbre chanté dans notre cathédrale pour le Pape défunt. Il s'informa au sujet du nouveau successeur de Pierre. Il n'avait toujours pas oublié sa visite, en janvier 1910, au pape Pie X et à son jeune secrétaire d'Etat, le cardinal Merry del Val. Bratiano revint sur l'impression fâcheuse que lui avaient fait des chefs de l'Eglise catholique. Jamais, je ne vis le président du Conseil aussi agité que, lorsque, en 1910, retour de Rome, il me conta son audience pontificale. Aujourd'hui encore, il secouait derechef la tête en pensant à ce Pape qui, à toutes ses propositions, répondait toujours : « En cette matière, je ne reconnais aucune raison d'Etat. »

Ironiquement, je lui dis : « Votre Excellence n'aurait pas dû, alors, agiter des problèmes aussi délicats. »

Bratiano avait bien pensé qu'un seul mot suffirait pour écarter les difficultés de son Roi avec l'Eglise catholique. Il se heurta à la résistance la plus résolue du pape Pie X.

Un souvenir agréable restait de la visite à la Rome papale : l'audience du cardinal Rampolla. Cet homme princier, aussi distingué dans ses manières que dans ses dires, en avait extraordinairement imposé à son visiteur.

* * *

Petit à petit, nous en étions arrivés à la causerie familière, tout comme si au lieu de nous trouver dans ce sévère bâtiment gouvernemental, nous étions assis dans l'intime salle ovale de la maison de campagne de Bratiano situé à Florica la belle.

Notre entretien durait depuis une heure. Je me levai, et, debout, je voulus encore parler d'une affaire secondaire. Bratiano me pria de remettre la chose jusqu'après les élections, m'assurant qu'il se mettrait alors volontiers à ma disposition.

En me reconduisant, il me dit que tout était déjà atteint de fièvre électorale et qu'on allait vivre des jours bien agités. Et c'est sur un simple et amical « Au revoir, » qu'il me laissa.

Peu de semaines après cet entretien, Bratiano partit pour Rome, et, dans l'audience que lui donna le pape Pie XI, il n'estima pas inutile de rapporter au Saint-Père la scène de réconciliation que je viens de rappeler. Nous nous rencontrâmes encore maintes fois. Toujours, Bratiano se montra aimable et bienveillant. Lors du couronnement du Roi à Alba-Julia, il me traita avec distinction et il s'affligea de mon départ de Roumanie auquel, seul, le désir de m'être agréable, l'empêcha de s'opposer.

Au grand mort de Florica, je consacre ces lignes en souvenir reconnaissant.

† R. NETZHAMMER,
Archevêque titulaire de Anazarbus,
ancien archevêque de Bucarest.

(Traduit de l'allemand
Copyright Schönerer Zukunft, Vienne.)

Monseigneur Simon Deplouge (1)

Mgr Deplouge ne comprenait pas la pensée méditative et solitaire qui s'isole en elle-même. La sienne se prolonge toujours en activité extérieure. Il cultive la philosophie pratique, et il se reconnaît, à juste titre, un besoin d'action auquel le métaphysicien et le psychologue ont peut-être le droit de rester étranger. Lui, il saisira toutes les occasions de réaliser ses conceptions de moraliste chrétien. Qui pourrait l'en blâmer? Les valeurs de connaissance ne sont pas au sommet de la hiérarchie. Les valeurs d'action, synthèses de pensée et de volonté, sont plus riches et s'établissent à un niveau plus élevé.

L'activité de Mgr Deplouge fut toujours très grande. Pendant la guerre, elle fut débordante.

Le 30 juillet 1914, généreusement et patriotiquement secondé par tous ses collègues de l'Université, il transforme, en prévision d'hostilités qui n'éclateront que le 4 août, l'Institut supérieur de philosophie en hôpital militaire. Dieu sait si cette initiative fut heureuse! Des centaines de soldats belges, français et allemands lui doivent l'existence. Et faut-il rappeler qu'après la destruction sauvage de la ville, cette ambulance fut, pendant plusieurs semaines, le centre de la vie urbaine et qu'on ne peut lui contester l'honneur d'avoir fourni les concours indispensables à la résurrection de la cité.

Le 23 décembre 1914, Mgr Deplouge est à Rome. Il apporte à S. S. Benoît XV le récit, fait par un témoin oculaire, des crimes perpétrés par les Allemands contre nos églises, contre nos prêtres, contre notre foi et notre religion. L'Italie est toujours neutre. Les ministres des puissances centrales sont encore à leur poste. Erzberger vient. Von Bulow arrive. Tout ce monde s'entend à obscurcir la vérité et à couvrir de brouillard la sinistre besogne que l'envahisseur exécute dans notre pays. Mgr Deplouge aidera la lumière à percer les nuages. Il aime la patrie et il aime l'Eglise, *opere et veritate* (1). Pour l'une et pour l'autre, malgré la tristesse des temps, il exultera, le 22 janvier 1915, lorsque le Pape, dans sa première allocution consistoriale, réprovera « énergiquement toutes les atteintes au droit, en quelque pays qu'elles aient été commises » et mentionnant « le cher peuple belge », fera « appel aux sentiments d'humanité de ceux qui ont porté la guerre en territoire étranger ».

Il exultera surtout, le 6 juillet 1915, lorsque le cardinal Gasparri, par sa lettre à notre ministre auprès du Vatican, mettra fin à toutes les injustices en déclarant que « l'invasion de la Belgique se trouve directement comprise dans les paroles de l'Allocution consistoriale du 22 janvier dernier, par lesquelles le Saint-Père réprovoque hautement toute injustice de quelque côté et pour quelque motif qu'elle soit commise » Ces deux condamnations sont formelles, la lettre surtout est d'une accablante précision, et l'histoire dira un jour que le bon travail de Mgr Deplouge n'est pas étranger à ses origines.

Malgré la sentence pontificale, de vieilles nations réputées pour leur fidélité au Saint-Siège, continuent à juger notre cause d'une manière défavorable. L'Espagne est du nombre. L'opinion catholique, dans sa grande majorité, surtout l'opinion de l'élite, nous est hostile ou indifférente. L'Espagne n'aime pas l'Angleterre, qui lui prend, à Gibraltar, la clef de l'empire maritime. Elle n'aime pas la France avec qui elle a d'éternels conflits douaniers et dont les succès, au Maroc, font contraste avec ses déboires. Elle n'aime pas la Belgique, qui l'a indisposée par l'affaire de la statue Ferrer, à la veille de la guerre. Elle englobe tous les alliés dans le même sentiment de réprobation. Les intellectuels catholiques sont généralement partisans des Empires centraux. Il en faut transformer l'esprit ou tout au moins l'amener à envisager sous un jour différent le cas de la Belgique, qui, pour les hommes non-prévenus, est d'une lumineuse clarté depuis l'intervention romaine. Mgr Deplouge entendrait cette besogne. Nous n'avons pas

à rechercher ici d'où il tient son mandat. Qu'il nous suffise de constater les résultats : Il réussit là où tant d'autres ont échoué avant lui. Sans bruit, sans réunion tumultueuse, sans agitation de presse, presque en sourdine pour ne pas éveiller l'attention de l'adversaire, grâce à des démarches personnelles, par des visites aussi discrètes que réitérées aux personnalités influentes dans toute la péninsule, usant tour à tour auprès de ses interlocuteurs de la logique qui persuade ou de l'éloquence qui entraîne, il nous apporte, après six mois de campagne, en juillet 1916, le manifeste, *A Belgica*. Le manifeste stigmatise sans réserve l'attentat commis contre la Belgique. Il est revêtu de cinq cents signatures. Et quelles signatures! Fonctionnaires de la Cour, haute aristocratie, chefs des grandes communautés religieuses, membres réputés du clergé séculier, professeurs d'universités, anciens ministres, sénateurs et députés, sommités du barreau, de la finance et de l'industrie, les noms les plus illustres de l'Espagne catholique figurent au bas de la proclamation. Le manifeste eut un immense retentissement.

« C'est un document, écrit le *Temps*, le 18 juillet 1916, de la plus haute importance, peut-être le plus remarquable qui ait paru en pays neutre depuis le commencement de la guerre. » Le correspondant madrilène du *Times*, le 22 juillet 1916, exprimait le même avis : « Le fond et la rédaction de l'Adresse, aussi bien que le caractère et la situation de ceux qui l'ont souscrite, en font la manifestation d'opinion la plus importante qui se soit produite ici depuis le début de la guerre au sujet du traitement que les Allemands ont fait subir à la Belgique (1). » En vérité, pareil revirement de l'esprit public est rare dans l'histoire d'un peuple. Dû à l'action persévérante d'un homme, il témoigne de l'habileté manœuvrière et de la puissance fascinatrice de celui qui l'a provoqué.

Les états de service de Mgr Deplouge pendant la guerre sont exceptionnellement brillants. On ne peut tout dire. Il faut se limiter aux moments les plus féconds de cette période de sa vie. N'est-ce pas un de ces moments particulièrement féconds qu'il vécut à Lourdes en 1917, lorsqu'il y vint ranimer une œuvre défaillante, le Foyer du soldat belge? De ce qui allait recourir sous le coup d'embarras financiers et de conflits sans cesse renaissants avec les autorités françaises, il fit une institution solide et prospère, où 42.000 soldats de notre armée ont trouvé, dans leurs journées de permission, l'occasion d'un repos physique et d'un progrès moral. A côté du Foyer belge, on vit naître, en 1918, un Foyer anglais, un Foyer polonais et, pour finir, un foyer américain. Mgr Deplouge mit à leur disposition toutes les ressources de son génie organisateur et tous les trésors de son âme d'apôtre. Deux cent mille permissionnaires alliés y passèrent leur congé. C'est un acte de haute portée morale, sociale et patriotique que d'avoir arraché à la fange des grandes villes, où l'âme et le corps viennent si lamentablement se souiller, deux cent mille jeunes gens de vingt ans et d'en avoir fait du même coup de meilleurs chrétiens, de meilleurs citoyens et de meilleurs soldats.

Enfin, la paix victorieuse est entrevue. On songe à relever les ruines accumulées. Les regards se tournent vers Louvain. C'est ici qu'a eu lieu, comme un défi à l'univers civilisé, le forfait le plus inutile et le plus stupide de toute la guerre; c'est par ici que l'univers civilisé veut commencer son travail réparateur. Le 26 août 1918, au quatrième anniversaire de l'incendie de notre bibliothèque, est installé au Havre, dans une cérémonie splendide, le *Comité international pour la restauration de l'Université*.

Comme à Paray-le-Monial, le 26 mars 1917, à la fête des étendards alliés pour l'hommage au Sacré-Cœur (2), toutes les nations qui fraternisent sur le champ de bataille y sont représentées. M. Pouillet, ministre des Sciences et des Arts, prononce le discours d'ouverture. Puis à lieu en quelque sorte l'échange des serments : chaque nation s'engage à coopérer au relèvement de notre *Alma Mater* et à repeupler sa bibliothèque. Mgr Deplouge prononce le discours de remerciement.

Il est à l'honneur, il est aussi à la peine. La cérémonie terminée, un homme d'une grande clairvoyance lui fait savoir discrètement que le premier feu de l'enthousiasme éteint, la

(1) Tous les documents relatifs à cette affaire ont été réunis par Mgr DEPLOUGE lui-même dans un livre *la Voix des Neutres*, Paris, Plon, 3^e éd. 1918.

(2) Cf. Revue hebdomadaire, 7 juillet 1917, article du PRINCE WLADIMIR GHIEKA. *L'âne d'une cérémonie*, p. 25 : « La Belgique avait pour principal porteur-drapeau celui qui avait été le premier initiateur du pèlerinage des nations : Monseigneur Deplouge. »

(1) Voir la Revue du 20 janvier 1928.

(1) Devise du Prêlat. *Filioli mei, non diligamus verbo, neque lingua, sed opere et veritate.* 1^{er} Ep. S. JOANNIS, III, 13.

victoire gagnée, des préoccupations nouvelles naîtront et enseveliront les serments dans la poussière du passé, si personne ne s'avise de susciter les mesures d'exécution et de coordonner l'effort international. C'est aujourd'hui, c'est sans délai qu'il faut tirer parti des bonnes volontés qui se sont affirmées dans la cérémonie du Havre. Par la force des choses et redoutant la carence générale, Mgr Deploige est obligé de faire ce qu'il n'a pas désiré et de veiller à la mise en vigueur de résolutions qui pourraient vaciller, si on tardait de les appliquer. La paix rétablie, il sera confirmé dans son rôle par l'autorité académique et il achèvera ici, dans un cadre plus favorable, l'ouvrage qu'il a commencé par delà la frontière, dans des circonstances précaires et incertaines. Si le génie des livres, emportant sur ses ailes ce qu'il y a de meilleur dans la production littéraire de cinquante nations amies, trouve aujourd'hui pour se poser dans la cité universitaire, un abri digne de lui, n'oublions jamais qu'une bonne part du mérite en revient au zèle inlassable de notre collègue défunt

* * *

L'œuvre de guerre de Mgr Deploige est considérable. C'est déjà le passé. De retour au pays, il rentre dans le rang et reprend son enseignement. Il a cinquante ans et, après les heures essoufflées qu'il vient de vivre, il éprouve le besoin d'un peu de calme pour mettre au point diverses questions qu'il défriche depuis longtemps et au sujet desquelles il désire publier, notamment une étude sur la famille, dont quelques fragments ont paru, et pour laquelle, durant trente ans, il a amassé des matériaux. Il lui reste neuf années à vivre; le temps va lui manquer.

Les circonstances imposent parfois des tâches qu'il faut savoir accepter, notwithstanding toutes préférences personnelles. Les honneurs bien compris, sont des fardeaux. L'humilité ne consiste pas à s'y dérober sans cesse; un juste sentiment de nos forces engendre parfois l'obligation de les assumer. Il ne crut pas devoir refuser le mandat de sénateur provincial que ses amis du Limbourg lui offrirent, le 18 septembre 1923, en remplacement de Mgr Keesen. Réélu sans lutte, en novembre 1925, il siégea dans la haute assemblée avec assiduité pendant quatre ans.

Mgr Deploige avait toujours eu le goût de la politique. La nature de ses études et de son enseignement l'y avait préparé. Dans les discussions du Sénat, il se réservait d'intervenir chaque fois que la morale catholique et la cause de l'enseignement libre seraient en jeu.

Ses discours, du 20 février 1924, dans la discussion du projet de loi modifiant la procédure en matière de divorce et de séparation de corps, du 27 janvier 1925, sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, du 20 janvier 1927, sur le projet de loi portant modification des dispositions du code civil relatives aux droits et devoirs respectifs des époux, sont des morceaux du plus haut intérêt, dont la forme est très soignée et dont le fond révèle la forte méditation du sujet. Dans le débat sur la réforme de l'enseignement supérieur, il soutint, avec talent, les droits de la culture générale contre l'envahissement des programmes par les tendances professionnelles. Sans doute, la pratique éclairée d'un art est liée à des connaissances techniques, dont le nombre et la complexité vont chaque jour croissant. Il est juste de leur faire, dans les études, qui sont la préparation directe d'une carrière, une place plus importante. Mieux que personne, Mgr Deploige savait cela. Mais il n'admettait pas que ce fût au détriment de la culture générale. C'est la culture générale qui donne à l'esprit de l'homme, avec la finesse et la souplesse du grain, la variété et la plasticité. L'étudiant, dont on limite l'horizon aux bornes d'une spécialité professionnelle, n'est qu'un ouvrier intellectuel. Une culture générale étendue est l'antidote nécessaire de la division extrême du travail scientifique. Toute parcelle qu'on en sacrifie est une défaite de l'idéal et une abdication devant la matière. Il est difficile de croire que Mgr Deploige se soit trompé en prenant devant le Sénat pareille attitude. Il eut d'ailleurs avec lui la majorité de la droite catholique.

Sa carrière politique fut courte et il n'a pu donner toute sa mesure. Mais elle le classe, dès à présent, dans la brillante phalange des grands parlementaires limbourgeois : les de Theux, les Thonnissen, les Cornesse, les Helleputte.

Qu'on me permette d'en souligner un trait encore. A-t-on remarqué que, dès sa première intervention, il tint à parler de

Jésus-Christ et de l'Eglise? « Jésus, dit-il, dans son discours sur le divorce, a consacré de son autorité divine la stabilité du foyer. L'Eglise — c'est son honneur et sa fierté — l'Eglise, dans sa législation sur le sacrement de mariage n'a fait que rester, — l'histoire nous rapporte à quel prix, — la gardienne obstinée et l'interprète fidèle de la pensée divine. » Quel est le sens de ces paroles? Défi porté aux incroyances qui peuplent aujourd'hui le Sénat? Ce serait mal les comprendre. Dans la pensée de l'orateur, elles ont une signification plus haute : elles sont une profession de foi devant un corps de l'Etat. Il a si souvent déploré l'apostasie officielle qu'il se croirait complice, s'il ne profitait pas de sa qualité de législateur pour faire acte public de réparation. On ose à peine prononcer le nom de Dieu dans nos assemblées délibérantes; celui du Christ en est banni. *Non novi illum* (1). Deploige n'a pas voulu se soumettre à la loi du reniement. Sa parole fut une action. L'arrogance de nos adversaires est presque toujours faite de notre lâcheté. L'orateur fut courageux, et le Sénat l'écouta sans broncher.

* * *

Nous voici au terme de la vie trop courte et si remplie de Mgr Deploige. Nous avons mis à la peinture toute la chaleur de notre affection. Achevons le portrait en en renforçant les lignes maitresses : un homme, un caractère, une œuvre, ainsi nous apparaîtrait la grande figure de celui que nous commémorons.

Un homme! Il avait la maturité complète de l'esprit, une aptitude remarquable à débrouiller les questions les plus compliquées, une vue pénétrante de l'avenir et un grand bon sens pratique. Sa volonté était à la taille de son intelligence. Avant d'agir, il méditait et il priait. Mais une fois la décision prise, il poussait l'exécution à fond. Plus rien ne l'arrêtait. Les obstacles ne l'étrayaient point, il trouvait plaisir à se mouvoir parmi eux, à les contourner ou à les surmonter. La sensibilité ne lui faisait point défaut. Quand on voyait cet homme de haute stature, la démarche grave, le visage impassible, avec peut-être je ne sais quoi de hautain dans l'attitude, on aurait pu croire que les fibres de son cœur ne vibraient pas. Il n'en fut rien. Sa vie abonda en traits d'une exquise charité que l'on pourra un jour raconter. L'amitié est une forme de la sensibilité. Il a eu dans sa vie quelques amitiés très fortes; son ambition fut de les servir fidèlement et avec un tel désintéressement qu'il eut la coquetterie de ne jamais rien en solliciter qui pût ressembler à un avantage personnel : amitié reconnaissante pour des maîtres qui avaient présidé à sa formation scientifique ou politique et auxquels il resta toujours dévoué; amitié tutélaire pour d'anciens élèves dont il avait guidé les premiers pas et qu'il continuait à assister de ses directions; amitié fraternelle pour ce collègue éminent qui est encore parmi nous et auquel il fut uni par les liens les plus tendres.

Mgr Deploige fut un caractère. Avoir du caractère, c'est faire effort toujours. Nous cessons d'être viril, dès que nous cessons de vouloir. Deploige a fait effort toute sa vie. Il n'a jamais connu le repos. Vous ne trouverez dans sa carrière ni molle complaisance dans l'inactivité, ni gémissement inefficace sur la méchanceté du siècle, mais une longue suite d'initiatives pour coopérer à tous les redressements qu'il croyait nécessaires. Sa vie est un monument élevé à la force morale.

Dans le domaine social, il a mené de front, la pensée et l'action. Son œuvre est abondante et variée. Elle s'insère dans la trame du temps et elle a contribué à faire des événements. Elle survivra; sur plus d'un point, la grande histoire — seul juge impartial — en retiendra des morceaux importants. Et encore qu'en la bâtissant il ait parfois manqué au style et aux façons de ce robuste travailleur l'onction et la douceur du mystique ou de l'ascète, elle est tout entière, en vertu d'une intention permanente et souvent renouvelée d'une manière explicite, édiflée à la gloire du Christ et de son Eglise.

C'est cette intention qui en fait la beauté. Les hommes peuvent critiquer l'exécution. Leur jugement est court. Devant un regard plus haut, les résultats, si grands soient-ils, sont d'un moindre prix. C'est le labeur qui compte, et celui-ci est achevé et parfait à chaque moment, s'il est sans cesse vivifié par l'esprit du bien. Le succès, quand nous l'obtenons, n'y ajoute aucun surcroît de sainteté ni de moralité. Trop de conditions, sur lesquelles nous n'avons pas prise, le dominant. Notre lot est de peiner avec

(1) S. Luc., VII, 57.

intelligence et fermeté, et pour le reste de nous abandonner, comme des enfants, à une Volonté qui est plus puissante que la nôtre. C'est dans cette disposition d'âme que Mgr Deploige a toujours vécu. « Comme le Bon Dieu voudra ! » avait-il coutume de dire. A cette invocation familière, il eût pu, à la fin de ses jours, le samedi 19 novembre 1927, sans la mort presque foudroyante qui l'en empêcha, ajouter en toute justice et en toute bonne foi cette pensée qui, du point de vue spirituel, résume admirablement sa vie :

« J'ai fourni mon labeur; j'ai contenté mon Dieu (1) ».

Maurice DEFURNY.
Professeur à l'Université de Louvain

Les origines de la Réforme⁽²⁾

Résumons le mouvement de la Réforme, ses causes et les grandes dates de son évolution.

Il faut dire, tout d'abord, qu'il n'est pas possible d'analyser complètement les forces qui l'ont engendré. Aucun des grands mouvements de l'Histoire ne peut être connu dans toutes ses causes. Chacun d'eux, en effet, comporte, non seulement des facteurs qui sont au delà de toute connaissance historique, mais aussi, et ceci est bien plus important encore, des éléments qui dépassent l'expérience et la science de tout homme : des forces extra-terrestres.

Et cela est tout particulièrement vrai de la Réforme. Tous les éléments humains de la question ne fournissent pas une raison suffisante de la catastrophe. Ce que nous pouvons faire, c'est récapituler les causes connues, quitte à souligner en même temps l'influence de l'esprit inconnu et mystérieux, ne résultant pas directement d'événements humains, et qui présida au tout.

Parlons donc des facteurs connus :

1^o Dès sa fondation, l'Eglise catholique eut contre elle un esprit bien différent d'une simple réaction contre ce qui est fort et organisé. Sa caractéristique est une haine personnelle spéciale contre la Foi. Invariablement on le voit se manifester dans tout mouvement de schisme ou même de simple critique. Dès que l'Eglise est aux prises avec des adversaires, cet esprit apparaît. Tous les siècles l'ont connu. Dès le début de la révolte, au commencement du XVI^e siècle, il est là.

Je répète qu'il nous faut souligner d'autant plus ce premier facteur que nos historiens officiels l'ignorent de façon absolue.

2^o À l'origine, la révolte était essentiellement une protestation contre la puissance du clergé, contre la puissance spirituelle et financière de la hiérarchie et de son chef, le Pape, et des ordres monastiques. Les deux protestations étaient mêlées de façon inextricable parce que le même homme qui souffrait des abus d'un pouvoir spirituel mal employé, était révolté aussi à la vue des grands revenus que son labeur procurait à une institution qui, à ses yeux, ne remplissait plus ses fonctions.

Anti-cléricisme du début

En d'autres termes, la Réforme commença par être un mouvement anti-clérical, bien plus qu'elle n'était un mouvement anti-doctrinal.

Paul Horel.

(2) Notre collaborateur et ami Hilaire Belloc achève de publier en Angleterre, sous ce titre, une série de trente articles. Nos lecteurs liront avec plaisir les conclusions de l'écrivain qui occupe dans la vie intellectuelle anglaise la place éminente que l'on sait.

3^o Le mouvement fut provoqué par l'état profondément corrompu dans lequel était tombé l'Eglise officielle, particulièrement la Cour pontificale. Le mal n'était ni universel, ni de même qualité partout, il varia dans le temps et dans l'espace. C'est ainsi, pour citer l'exemple d'un monastère, que Saint-Alban allait très mal bien des années avant l'explosion, tandis que Glastonbury allait très bien. Personne ne niera l'excellence spirituelle du premier des Papes Borgia, ni la grande immoralité et la vie scandaleuse du second.

Dans certaines provinces de la chrétienté (et l'Angleterre en fut la principale) des maux comme le pluralisme, et cette autre maladie mortelle, l'acquisition par des laïcs de bénéfices ecclésiastiques, étaient relativement bénins; dans d'autres provinces, telle l'Ecosse, ces maux étaient énormes. Mais le contraste entre ce que l'Eglise officielle eût dû être — sa perfection, sa mission et par-dessus tout ses fonctions sacrées — et ce qu'elle était en réalité scandalisait profondément et à très juste titre. Il ne faut jamais oublier que l'Indulgence qui donna lieu à la protestation initiale ou plutôt la façon dont cette Indulgence fut imposée et... « vendue », la fit proscrire par des hommes tels que l'archevêque de Tolède.

On peut dire, en général, que le motif immédiat qui provoqua la rébellion fut la grande insuffisance de ceux qui étaient responsables du bon renom de l'Eglise.

4^o Et une nouvelle doctrine était là, toute prête à soutenir n'importe quelle révolte spirituelle, doctrine qui reconnaissait aux princes le droit inconditionné à l'absolutisme; cette doctrine s'alliait à une autre doctrine nouvelle, très fragile mais chaudement soutenue, et qui prétendait que les Conciles Généraux constituaient l'autorité suprême dans l'Eglise.

Pour encourager tout cela, il y avait l'affaiblissement pratique de la Papauté, les Papes quittant Rome et vivant en sujets du roi de France jusqu'en 1377. Après cela, pendant l'essentiel d'une génération, deux, et parfois même trois Papes se dressant l'un en face de l'autre. C'était le Grand Schisme, état de l'Eglise qui conduisit des Papes rivaux à traiter et à marchander pour acquérir le soutien des Princes, ce qui rendit ceux-ci plus puissants que jamais.

L'occasion de piller.

5^o Entretemps un facteur puissant et permanent commandait le mouvement : l'occasion, pour les seigneurs terriens, grands et petits, depuis les rois jusqu'aux *squires*, de piller la propriété ecclésiastique. Celle-ci était très grande partout, trop grande pour sa fonction, surtout depuis les ravages de la peste. En Ecosse, elle englobait la moitié, en Angleterre du tiers au cinquième de la richesse des classes dirigeantes. Ailleurs la proportion était pareille. Ce fut cette « chance » de pillage qui domina la Réforme en Angleterre et en Ecosse et qui, en Angleterre tout au moins, ne permit pas de revenir en arrière. Cette même occasion de pillage déchaîna la noblesse allemande comme une meute contre la religion. Elle fut également la principale cause de la longue révolte des nobles français.

Voilà pour les principaux facteurs.

Leur action peut se ramener à quelques grandes dates :

a) De 1517 à 1547-49, ce fut la période de discussion, la période de flux aussi, pendant laquelle toute la querelle est en ébullition sans que rien ne soit cristallisé encore. Le roi d'Angleterre rompt avec le Pape, mais probablement sans l'intention d'une rupture définitive et seulement sur une question personnelle. Il meurt en 1547 sans que la brèche ait été réparée. Ce qui est plus grave, c'est qu'il avait confisqué les biens ecclésiastiques, mais s'était trouvé trop faible pour les garder. Le butin fut saisi par les intermédiaires et leurs créatures. En France, l'opposition huguenote est puissante, mais personne n'a encore recouru aux armes. C'est en

Allemagne, où la révolte commença, qu'il y eut le plus grand trouble, à cause surtout des embarras de l'Empereur dans sa tentative de maintenir l'ordre, avec le péril turc aux portes de l'empire.

Cette période de discussion chaotique produisit vers le milieu de sa durée (en 1536) un instrument nouveau qui allait se montrer plus tard extraordinairement puissant : le livre de Jean Calvin que nous appelons Calvin. Ce Français composa un système logique de théologie par lequel les hommes pouvaient se passer du prêtre, quitte à sacrifier le libre arbitre; qui réintroduisait l'ancienne terreur au destin, et donna corps à la furie contre l'Eglise catholique. Tout ce qu'il y a de consistant dans le protestantisme vint de lui : l'isolement de l'âme sans intermédiaire entre elle-même et son Créateur, l'absence de toute volonté dans l'univers, une seule exceptée, et donc un fatum universel.

b) La deuxième période est beaucoup plus courte, elle couvre environ une décennie : 1549 à 1559-60. L'homme qui était jeune au moment de l'explosion se fait vieux. Les forces s'alignent pour la bataille qui va succéder à la discussion. Le roi de France, qui a combattu l'hérésie, meurt. Des enfants, vicieux et faibles, lui succèdent. Le moment devient propice pour une guerre civile.

En Angleterre, nouveau et violent pillage pendant la première moitié de la décennie. Pendant la seconde moitié, essai, mais pas très franc, de restauration catholique. En Allemagne, des antagonismes prolongés ont conduit à une sorte de compromis par lequel pour la première fois, une brèche est faite : les révoltés sont reconnus et autorisés à se séparer de l'unité européenne.

Les millionnaires au pouvoir.

c) La troisième période est, elle aussi, d'une bonne décennie : de 1559-60 à 1570-72.

En Angleterre, le pouvoir est aux mains de la clique des nouveaux millionnaires enrichis par le pillage des terres d'Eglise et autres biens ecclésiastiques. Leur chef vrai et réel est Cecil, leur chef apparent, Elisabeth (bien contre son gré d'ailleurs, si ce n'est qu'elle désire rester sur le trône).

En France, la noblesse prend les armes pour s'adonner au pillage que la couronne lui avait, jusque-là, défendu. Mais la couronne étant échue à des enfants, la noblesse fomenta la guerre civile.

En Ecosse, le gouvernement anglais de Cecil réalisa ses plans. Les Lords qui se sont enrichis des dépouilles de l'Eglise, détiennent le pouvoir. La reine catholique est en fuite et est faite prisonnière en Angleterre.

Cette période finit par un soulèvement populaire à Paris (le massacre de la Saint-Barthélemy), soulèvement qui a pour effet de rendre impossible, à l'avenir, l'accession au pouvoir de la noblesse protestante. En Angleterre elle se termine par une grande révolte catholique dans le Nord, réprimée avec la plus extrême barbarie et qui provoque l'excommunication d'Elisabeth par le Pape.

Entretemps, dans les Pays-Bas, les grands marchands et les principaux magnats terriens, soutenus par un très vif sentiment populaire anti-espagnol, ont également levé l'étendard de la révolte et sont à la veille du succès.

d) Dans tous les pays, la dernière période commence en 1570-72, pour durer de vingt-cinq à trente-cinq ans.

En Angleterre et dans le Nord des Pays-Bas (la Hollande actuelle), les nobles et les grands marchands consomment leur indépendance vis-à-vis de l'Espagne et établissent un calvinisme rigide et persécuteur, malgré qu'une très forte minorité du peuple soit toujours catholique.

La majorité des provinces demeurent catholiques et politiquement dépendantes de l'Espagne. Elles forment la Belgique contemporaine.

Le naufrage est complet

En Angleterre, le gouvernement rigide de la minorité riche et organisée a réussi. Marie, reine d'Ecosse, héritière catholique au trône est mise à mort. Les rebelles des Pays-Bas sont soutenus. Une expédition espagnole, faite dans le but d'imposer à l'Angleterre une politique tolérante vis-à-vis de l'Eglise catholique, échoue.

A la mort de la reine Elisabeth, en 1603, la moitié du peuple est devenue anticatholique. Deux années plus tard, le complot des poudres, manigancé par le second Cecil, fait tourner la marée pour du bon. Après cette date (1605), la masse des Anglais devient définitivement anti-catholique et l'essentiel de la lutte est fini.

En France, le sentiment populaire ne permet pas à la prépondérance des nobles protestants et en armes de gouverner le pays. L'héritier légitime au trône, Henri de Bourbon, quoique chef de ces nobles, accepte formellement le catholicisme, mais il signe un compromis — l'Edit de Nantes — par lequel le parti protestant très riche et très puissant devient un Etat dans l'Etat. Il reçoit des places fortes, peut se gouverner lui-même et se voit accorder des privilèges de toutes sortes.

A la fin du XVII^e siècle et au commencement du XVIII^e, le naufrage de la chrétienté est complet. Une division permanente s'est établie en France et dans les Pays-Bas. L'Angleterre est détachée de l'unité et son gouvernement, fixé comme force anticatholique, est suivi par la masse du peuple.

En Allemagne une tentative très vigoureuse est entreprise pour rétablir l'unité catholique par l'action de l'empereur. Elle est tenue en échec par le ministre français, le cardinal Richelieu, qui soutient les protestants contre les efforts de l'empereur de refaire l'Allemagne catholique et unie sous son sceptre.

La Paix de Westphalie de 1648 est le règlement final après lequel les frontières religieuses restent à peu près ce qu'elles sont encore de nos jours (1).

Hilaire BELLOC.

La politique espagnole ⁽²⁾

II. — Vers l'étape prochaine : la réforme constitutionnelle.

Il est bien entendu qu'on n'en restera pas, en Espagne, à la dictature mitigée par une Assemblée consultative et que la présente consolidation du régime rivérien ne doit être qu'une phase du retour à une situation stable. Sans doute, une série de raffermissements successifs ont permis à Primo de Rivera de reculer toujours l'échéance de sa succession; la boutade des « trois mois » de 1923 a fait place à trois ans de réalités dictatoriales, au bout desquels de nouvelles prolongations furent promulguées sans que l'opinion se récriât. A présent que la dictature reprend par l'Assemblée un bain de jeunesse, on ne fait pas difficulté de reconnaître que le général en a encore pour plusieurs années.

Néanmoins, qu'on en soit loin ou près, c'est à la « normalisation » que l'on marche. Sur quelles bases se fera-t-elle? N'insistez pas trop pour le savoir. Poser cette question, c'est entrer dans une nébuleuse qui depuis quatre ans tourne sans avoir suscité rien de solide. Le régime de demain reste en Espagne aussi confus qu'est flou le jeu d'énergies appelé à le réaliser.

* * *

(1) La fin de cet article paraîtra dans notre prochain numéro.

(2) Voir la *Revue catholique* du 20 janvier 1928.

Les constitutionnalistes restent nombreux parmi les anciens hommes politiques. Le long débat : « Cortès ou Assemblée? », qui précéda dans la presse la convocation du corps consultatif, a révélé leur présence dans tous les secteurs de l'opinion. Si l'on s'est opposé à la création d'une Assemblée, c'est justement parce que cette apparence de Parlement donne le change sur la nature du régime, et que les chefs des anciens partis sont impatients de reprendre place au sein de Chambres vraiment législatives. La mission de la dictature est achevée, disent les libéraux les plus habiles. Elle consistait à « détruire un système pernicieux de gouvernement en tarissant ses sources. L'opération est faite, et si elle ne l'est pas, c'est que la dictature a échoué ». (*El Sol*, 7 sept. 27.)

Mais dès qu'il s'agit de remettre en vigueur la Constitution qui, aux termes de M. Yanguas, président de l'Assemblée Nationale, n'est toujours que « suspendue », un problème embarrassant se pose. Quelle Constitution rétablir? La Constitution écrite ou la constitution réelle? Nulle part, en effet, plus qu'en Espagne, ne s'est affirmé depuis 1876 l'écart qui partout existe en politique entre le régime de droit écrit et le régime de fait. On sait que la Constitution officielle de l'Espagne, par un accord exprès des partis, n'a jamais reçu d'application. Elle fut conçue pour n'être pas exécutée, du moins en ce qui concerne le régime électoral. Canovas dressa la façade d'une constitution irréprochablement démocratique; mais derrière cet écran, il montait l'artifice de deux partis alternants, appuyés sur le caciquisme local. C'était fausser à dessein le suffrage universel en établissant à sa place la féodalité électoral. Cette solution assura à l'Espagne la tranquillité intérieure aussi longtemps qu'elle fut respectée. Dès que le morcellement des partis entrava le rotativisme, plus rien n'alla. Quand, en 1913, se consumma la liquidation de la Constitution réelle, la Constitution écrite se révéla inapplicable, et de difficulté en gâchis, de gâchis en chaos, on en arriva aux situations qui provoquèrent le coup d'Etat. Revenir à présent à la lettre de la Constitution de 1876, ce serait donc jeter l'Espagne dans une nouvelle aventure et faire sur elle l'expérience d'un traitement dangereux. Ainsi répondent ceux qui tiennent plus aux faits qu'aux textes.

Aussi bien, s'il existe de-ci de-là dans la nébuleuse espagnole des points de condensation, celui qui apparaît à toute évidence, c'est le sentiment, devenu général, qu'une réforme constitutionnelle s'impose. On trouve pour la préconiser, à côté des dictatoriaux et autres gens de droite, des gauchers aussi déclarés que le comte de Romanones lui-même, le coryphée du libéralisme impénitent. Il osait déclarer l'an dernier : « Si la Constitution de 1876 a dépassé les espoirs de ses auteurs, il faut bon gré mal gré reconnaître que, dans ces dernières années, des faits sont survenus — des faits, non des théories — qui rendent sa réforme nécessaire. La précieuse leçon de ces cinq années, c'est qu'il importe de renforcer le pouvoir exécutif, en le rendant autant que possible indépendant du pouvoir législatif, tout en rendant celui-ci à son tour indépendant de la Couronne. » (*El Debate*, 22 mai 1927.) Pareille opinion fait autorité à gauche.

En faveur d'une revision se rangent à leur tour les Catalans, qui espèrent en profiter pour consacrer une certaine autonomie régionale. Dernièrement, le principal homme d'Etat catalan, Cambó, faisait sa rentrée dans la politique en offrant son concours à l'Assemblée, mais avec l'intention déclarée d'y soulever les questions catalanes. Le général l'a découragé dès le premier mot, mais le fait de cette tendance reste acquis.

Ce n'est donc pas sur l'intangibilité de la Constitution que l'on discute, et les constitutionnalistes ne sont pas des esprits butés. A tel point qu'un journal aussi libéral que *El Sol* a donné cet avis sans apprêt : « Quand nous nous demandons ce qu'il faut faire, beaucoup répondent : surtout, laisser la Constitution intacte, rétablir la fameuse balance des partis. Quelle perspective!... Non, en 1876, on n'a rien résolu du tout; au contraire, on a différé indéfiniment la solution... L'opération géniale que l'Espagne attend depuis des siècles, c'est d'arracher une constitution de ses propres entrailles, en envoyant au diable tous les modèles étrangers, sans plus tenir compte d'autre chose que des nécessités profondes de l'organisme national... Et l'erreur capitale commise depuis 1923 par les adversaires de la dictature transitoire, ce fut de juger le *pronunciamento* qui y donna lieu d'après le critère historique fourni par les précédents du XIX^e siècle ». (*Gaziel*, 8 mai 1927) (1).

* * *

Où vraiment on croise le fer, c'est sur la question de savoir qui fera la Revision. En réalité, les constitutionnalistes se définissent ceux qui entendent déférer cette compétence à des Cortès régulièrement élues. C'est pour cela surtout que l'Assemblée, avec son programme d'avant-projets constitutionnels, les a épouvantés. Or, on retrouve, pour tenir cet avis, la coalition des anciens parlementaires et de leurs journaux : toute la presse de gauche, l'A. B. C. (1), qui occupe une position flottante vers la droite, mais avec eux la *Epoqa*, fidèle à ses quatre-vingts ans de conservatisme libéral, le chef conservateur Sanchez Guerra, qui a noblement cassé les vitres lors de la création de l'Assemblée, et aussi le catholique Ossorio y Gallardo. En flanc garde, des journaux catholiques catalans tels que *El Correo Catalan* ou le *Diario de Barcelona*, conservateur modéré de plus vieille souche encore que la *Epoqa*, puisqu'il maintient son attitude, depuis plus de cent-trente ans. Tout ce monde boude à l'assemblée, comme à une menace pour la reconstitution de l'Etat par les voies légales. Et tout ce monde réclame de grandes élections. Le comte de Romanones, subtil comme toujours, joue dans cette partie le rôle d'élégant tentateur : « Que le ministère actuel fasse donc des élections, dit-il. Point n'est besoin qu'elles soient irréprochables et tout à fait nettes. Le marquis d'Estella (le dictateur) triomphera avec une aussi forte majorité qu'autrefois Canovas et Sagasta, et il continuera de gouverner... » (*Debate*, 22 mai). Heureusement pour la dictature, si Romanones est un peu serpent, Primo de Rivera n'est pas du tout colombe.

Au fond, l'écart des avis n'est pas aussi grand qu'il paraît. Le principal organe qui soutienne librement la dictature, *El Debate* admet parfaitement lui aussi que la réforme constitutionnelle doive franchir une passe électorale. Mais il entend y aller graduellement. Le peuple espagnol, pense-t-il, est si peu habitué à se prononcer en politique qu'il faut lui doser cette faculté, comme on mesure la nourriture aux convalescents. Que l'on commence, pour voir, par des élections municipales, et que l'on se borne à renouveler le tiers des conseillers. L'expérience est sans danger; elle suffira comme indication et révélera bien si le caciquisme est mort. Mais surtout, soutient *El Debate*, que l'on ne remette pas à des Cortès modelées sur le vieux patron le soin de concevoir une constitution; ce serait, sous prétexte d'ordre, rappeler le gâchis. Aux situations nouvelles, il faut des organes nouveaux. Laissons l'Assemblée préparer un avant-projet; le gouvernement l'appréciera et le peuple en décidera ensuite (2). Cet avis est partagé entre autres par Don Gabriel Maura, fils du grand Maura; son ralliement à l'Assemblée a fait sensation.

* * *

Tout ce débat, on s'en aperçoit, roule sur une question de procédure. Le fond est bien plus intéressant. Que mettre dans la Constitution nouvelle?

Ici la nébuleuse est encore bien plus confuse. Chacun tombe en arrêt devant la difficulté du vrai problème politique : découvrir le rouage qui, dans l'Espagne d'aujourd'hui, assurera le mieux le bien national. Sera-ce une Chambre corporative? Elle manquera de sens politique. M. Salvador Mingujón, l'un des principaux penseurs politiques d'Espagne, recommande de conserver l'Assemblée à titre permanent comme un corps technique consultatif d'où émaneraient des initiatives utiles. Mais il faudrait, selon lui, une Chambre politique pour la décision législative. (*El Debate*, 11 nov. 27.) *La Nación*, organe officieux du général, préconise de son côté une Chambre unique où s'équilibreraient trois éléments de provenance distincte : l'un émanant du suffrage universel, un autre du suffrage corporatif, et le troisième de la désignation royale. Les projets en cause ont tout au moins le trait commun de réduire la compétence du Parlement politique, tant pour l'élaboration technique des lois que pour le contrôle de l'exécutif. En définitive, si une idée a réussi à percer tout de même dans le brouhaha, c'est justement, on l'a vu par les déclarations rappelées plus haut de Romanones, la nécessité d'affranchir le pouvoir exécutif des continuelles ingérences parlementaires. Le régime présidentiel américain trouve en Espagne de nombreux admirateurs.

Encore, à ce stade de discussion, demeure-t-on sur le plan des moyens. Il arrive aussi que l'on cause des fins et de l'idéal auquel la politique intérieure de l'Espagne devra tendre. C'est l'objet le plus intéressant de la conversation presque quotidienne qui s'est

(1) *Cfr.* 27 mai 1927.

(2) *El Debate*, 16 septembre 1927, etc.

(1) Voir aussi l'article de M. José ORTEGA Y GASSET, dans *El Sol* du 22 novembre 1927.

engagée depuis des mois entre *El Debate* et *El Sol*. Le premier tient pour une cristallisation de l'esprit de droite, autour des principes de religion, patrie, famille et propriété. Et sa confiance envers l'Assemblée provient surtout de ce que le grand journal catholique espère que s'y révéleront des hommes nouveaux et des énergies fraîches pour former une droite plus consistante que les anciens mouvements mauristes ou traditionnalistes, qui passeront autrefois comme des météores. A quoi *El Sol* répond que la nécessité la plus urgente, à cause de la prédominance actuelle des idées de droite, c'est au contraire le contrepois d'un parti de gauche. Et pareil parti se définit essentiellement par les termes « constitutionnel, parlementaire et démocratique ». (5 oct.) En somme, à droite, on garde une doctrine; à gauche, on n'en a toujours pas et l'on se contente de faire l'habituelle référence aux opinions populaires.

L'*Union Patriotique* et le général ne semblent pas bien comprendre l'utilité de ce débat sur les principes de la politique future. C'est qu'ils pensent, eux, comme si le régime personnel devait toujours durer, encore qu'ils veuillent en préparer la fin. La dictature actuelle, disent-ils, a fait le bien de l'Espagne, aux points de vue moral, international, économique, budgétaire, militaire. Que l'on garde donc cet esprit national; qu'on l'insuffle à une assemblée de gens sincères et éminents. Cette assemblée agira au gré des circonstances, mais on peut tenir pour assuré que ce sera toujours dans la ligne nationale.

Pareil réalisme se rencontre au fond avec celui du fascisme : lui non plus n'a d'autre doctrine que le bien du pays, un bien non défini d'avance, et que l'on se réserve de sentir de jour en jour pour y conformer chaque fois sa conduite. Seulement, ce principe a le défaut, pour des temps démocratiques, d'être essentiellement de nature dictatoriale ou, si l'on veut, monarchique. Qu'un maître absolu, possédé par l'idéal national pur et simple, flaire ainsi le vent et rectifie tout le temps sa direction, c'est possible, et l'on en a vu des exemples magnifiques. Mais qu'une Assemblée en fasse autant, voilà qui est proprement utopique, parce que l'Assemblée souveraine, encore qu'elle soit animée d'un seul idéal, et très élevé, demeure essentiellement une masse d'opinions et d'impressions diverses. On s'en est bien aperçu aux jours du Bloc National français, qui arriva, lui aussi, pénétré d'un grand sentiment — sans plus. Ses contradictions intestines, dès qu'il s'est agi d'action, l'ont réduit à l'impuissance. Voilà pourquoi, s'il advient qu'un monarque puisse se contenter d'un idéal, un Parlement, ou un parti, a toujours besoin d'un programme.

* * *

Mais ceci nous entraîne hors de l'Espagne. Il est vrai que la politique espagnole, non moins que l'italienne, est une expérience utile à tous. Ne nous attardons pas aux pronostics, demain est chose bien incertaine, mais étudions ce qui s'accomplit sous nos yeux. L'expérience est longue et comporte des actes variés. L'acte en cours, c'est l'Assemblée, dont la grande nouveauté est d'appeler, pour la première fois, les « activités » diverses d'un grand pays à quitter leur ornière pour s'occuper ensemble de haute politique. Cette tentative est une aubaine pour les sociologues qui aiment à transférer sur le plan politique les compétences corporatives. Sans doute, l'expérience qu'offre le dictateur d'Espagne ne réunit pas toutes les conditions d'une belle épreuve scientifique. Cette Assemblée n'est que consultative, ce qui émousse fort l'aiguillon de la responsabilité. De plus, le gouvernement reste maître de son programme : par conséquent, dès qu'une question prêterait au grabe et que le sociologue se penchera pour observer comment se débattent entre eux les particularismes exaspérés, en un tournoi l'explosif disparaîtra et avec lui l'intérêt de l'affaire.

N'empêche, ce Parlement en tutelle offre un spectacle instructif. Et avec lui, toute cette Espagne en travail de renouvellement, qui a reconnu sa position vraie parmi les peuples modernes, l'a jugée indigne de son passé comme de son énergie, et s'est laissée saisir par une réelle impatience nationale.

GIOVANNI HOVOIS.

Le centenaire de Malherbe 1628-1928

La vogue étant aux centenaires, célébrons celui de Malherbe. Il en est de moins opportuns et de moins justifiés.

Le moment est bon pour plaider sa cause contre des tas de gens qui, n'ayant lu que la *Consolation à du Périer* ou la *Paraphrase du psaume CXLV*, et pour le plaisir d'exaspérer les mânes de Boileau, affectent de ne voir en lui que le grammairien à lunettes et lui refusent tout génie. J'ai lu, il n'y a pas si longtemps, dans une bonne anthologie de la poésie française, dont j'ai déclaré ne pas faire peu de cas, ces maigres mots de chiche panégyrique : « Il imposa une discipline à la langue ainsi qu'aux rimes où, désormais, les masculines durent alterner avec les féminines. L'hiatus et l'eujambement ne furent plus admis, ni la rime entre deux mots du même groupe grammatical. La phrase poétique doit être régulière, raisonnable, ornée d'épithètes; tous les termes bas et familiers en furent proscrits. Bref, l'ordre solennel, hiérarchique s'établit dans le vers comme dans le gouvernement... »

Eh! mon Dieu! le Parnasse idéal serait-il donc une pétaudière? Y a-t-il tant d'avantages et tant de joie à divaguer?

Et puis, vraiment, Malherbe, en poésie s'en serait-il tenu à régenter ses pareils et lui-même? Ne serait-il, tout au plus, qu'une sorte de gabelou du royaume d'Apollon?

Mais non.

On n'est pas quitte avec lui à si bon compte.

Et il y a plus à dire.

Il y a à rappeler qu'il fut souvent la voix même de la France et le chantre officiel, sans doute, voire courtfaisan, mais inspiré, de ses gloires. Tel de ses poèmes nationaux, sans déploiement de masses chorales et sans vacarme d'orchestre, vaut bien le trop fameux, l'assourdissant, le très banal :

*Gloire à notre France éternelle,
Gloire à ceux qui sont morts pour elle...*

En faisant très utilitairement sa cour, Malherbe a été, dans le plus grand calme, mais indiscutablement, le héraut attitré des fastes de sa génération.

Au nom d'une France accueillante et ravie, par exemple, il a, de façon à la fois épique et lyrique, souhaité la bienvenue à sa future reine, effectuant, de son côté, la besogne même qu'assuma Rubens dans la série des toiles que possède aujourd'hui le Louvre, et où est rapportée, épisode par épisode, toute l'histoire de Marie de Médicis. Mêmes événements et même imposante majesté, même pompeux voyage sur mer, sous l'œil d'un Neptune fort proche parent des divinités marines, qu'a mises aussi en scène le génial Anversois :

*Quantes fois, lorsque sur les ondes
Ce nouveau miracle flottait,
Neptune, en ses caves profondes,
Plaignit-il le jeu qu'il sentait!
Et quantes fois de sa pensée
De vives atteintes blessée,
Sans l'honneur de la royauté
Qui lui fit celer son martyre,
Eût-il voulu de son empire
Faire échange à cette beauté!*

L'aventure se complétait avec les allusions que renfermait aussi l'*Ode à Monseigneur le duc de Bellegarde, grand écuyer de France*, qui était allé chercher la future reine à Florence :

*Quand tu passas en Italie
Où tu fus quérir pour mon Roi
Ce joyau d'honneur et de foi
Dont l'Arne à la Seine s'allie.*

Et voilà qui nous remet en mémoire aussi le mariage dans Santa Maria del Fiore, à Florence, pareillement évoquée par Rubens, peintre officiel de la reine de France : une *Pieta* dans le fond, à droite Bellegarde et Sillery, au milieu, le cardinal Aldobrandini, puis le bon gros duc de Toscane suppléant Henri IV absent ; enfin la nouvelle Reine, tout en blanc, accompagnée de la grande-duchesse de Toscane et de la duchesse de Mantoue.

Tu menais le blond Hyménée,

chantait Malherbe en l'honneur de Bellegarde.

Bien sûr, en effet, on le voyait, ravissant, ledit Hyménée, à l'angle gauche de la peinture correspondante de Rubens, tenant d'une main le traditionnel flambeau et, sous son aisselle droite, la belle traîne royale.

Voilà donc dans Malherbe le poète national, hautement français, et toujours soucieux d'élever le diapason de son luth à la hauteur du grand destin de son pays. Au besoin, il menace comme un porte-foudre mandaté par le maître. Le beau, dans tout cela, c'est que ses foudres n'étaient pas de vaines fusées et que la fierté du verbe malherbien émanait de la réelle force du royal *paterfamilias* de la vieille maison française :

*On est brisé comme du verre
Quand on choque les fleurs de lys.*

Même grandeur, semblable majesté dans les deux odes consacrées à la Régence de Marie de Médicis. Ici, encore, nous rejoignons Rubens qui, autour d'un tel épisode, a brodé les variations les plus étourdissantes.

Même opulence de souvenirs dans les deux poèmes — voir encore ici le peintre, toujours magnifique émule du poète — qui commémorent la *Fête des Alliances de France et d'Espagne*, et l'échange des princesses Elisabeth et Anne sur la Bidassoa.

Il est vrai que Malherbe ne se maintient pas toujours ainsi sur les plus hauts sommets du lyrisme national. Poète courtisan, tout comme à Marot, il lui est arrivé d'être froid, plat et conventionnel. Du moins, en général, il garde grand air, ce qui n'arrive guère à Marot dans telle de ses crises de courtisanesque flagornerie.

En revanche, un certain paganisme grandiloquent de Malherbe, à l'occasion, nous assomme ; par exemple, quand le poète interpelle Marie de Médicis de ce vocatif indiscret :

Future image de nos temples.

ou quand dans l'*Épithaphe de M^{lle} de Conti*, il manie si gauchement la lourde hyperbole finale :

*On doute pour quelle raison
Les Destins, si hors de saison,
De ce monde l'ont appelée.*

*Mais leur prétexte le plus beau,
C'est que la terre était brûlée
S'ils n'eussent tué ce flambeau.*

À l'encontre de ce qu'on croit, Malherbe ne garde pas toujours la mesure. Il n'ignore pas l'outrance, tout comme Lucain ; et il demeure largement permis de juger excessives, dans l'*Ode sur la*

mort d'Henri le Grand, les manifestations extérieures de l'épique chagrin de Marie de Médicis :

*L'image de ses pleurs dont la source féconde
Jamais depuis la mort ses ruisseaux n'a taris,
C'est la Seine en fureur qui déborde son onde
Sur les quais de Paris.*

Son vrai triomphe a été le large lieu commun de morale et courante philosophie. S'il ne l'a pas toujours beaucoup enrichi de pensées, du moins lui a-t-il donné toute l'ampleur possible. C'est pourquoi, ses *Consolations* sont belles. Il est permis, toutefois, de douter qu'elles aient consolé. La sagesse en est réelle, mais assez bourgeoisie humaine :

*Le temps d'un insensible cours
Nous porte à la fin de nos jours ;
C'est à notre sage conduite,
Sans murmurer de ce défaut,
De nous consoler de sa fuite
En le ménageant comme il faut.*

Personne mieux que Malherbe n'a exploité le vieux thème, hélas ! toujours jeune, de l'inéluctabilité de la mort et ne l'a développé en termes plus énergiques :

*C'est un point arrêté que tout ce que nous sommes,
Issus de pères rois et de pères bergers,
La Parque également sous la tombe nous serre ;
Et les mieux établis au repos de la terre
N'y sont qu'hôtes et passagers.*

*Tout ce que la grandeur a de vains équipages,
D'habillement de pourpre et de suites de pages,
Quand le terme est échu n'allonge point nos jours,
Il faut aller tout nus où le destin commande...*

Malherbe n'était pas dépourvu de sensibilité. Mais ce qu'il en avait ne rendait pas précisément un son virgilien. En outre, il semble bien que tout le long temps qu'il prenait pour arriver à exprimer en vers ses sentiments les ait assez souvent refroidis au moment de les rendre. Ce génial grincheux enragé, peut-on dire, tout autant de la tragique mort de son fils qu'il s'en attrista. Et ce fut plutôt le peu chrétien appétit de vengeance qui survécut dans son cœur après la catastrophe, que le doux amour paternel :

*O mon Dieu, mon Sauveur, puisque par la raison
Le trouble de mon âme étant sans guérison,
Le vœu de la vengeance est un vœu légitime...*

Malherbe était un homme à boutades, et fort grognon. Il demeure entendu que ces sortes de gens cachent volontiers, sous des dehors déplaisants, des trésors de tendresse. Du moins, on nous l'affirme. Je n'en suis pas très sûr. Je croirais plutôt qu'on aime peu son prochain quand on fait passer avant le devoir de lui éviter de la peine, le cruel plaisir d'épancher contre lui un jet de bile. Je ne crois pas beaucoup à des trésors cachés de tendresse chez un homme au sujet de qui Racan écrivait :

« Quand les pauvres lui disaient qu'ils priaient Dieu pour lui, il leur répondait qu'il ne croyait pas qu'ils eussent grand crédit envers Dieu, vu le mauvais état auquel il les laissait en ce monde, et qu'il eût mieux aimé que M. de Luynes ou quelque autre favori lui eût fait la même promesse. »

Voilà pourquoi Malherbe, poète religieux, ne fut pas un lyrique tendre, un mystique à douces ou brûlantes effusions. Il est certain, d'autre part, que la divine intimité, le cœur à cœur avec Dieu sont plutôt la caractéristique des poètes chrétiens d'aujourd'hui,

Il semble qu'au temps de Malherbe, les âmes d'élite et quelques spirituels étant exceptés, les fidèles aient eu avec Dieu plus d'égards que d'abandon et d'amour.

Malherbe n'avait pas le tempérament évangélique. Il croyait certes, et il pria. Nous savons même qu'un jour il se rendit dévotement d'Aix-en-Provence à la Sainte-Baume, tête nue, pour obtenir la guérison de sa femme. Du moins, ne paraît-il pas avoir eu, autant que nous en puissions juger, ce qui distingua avant tout Racine poète chrétien : une âme amoureusement eucharistique.

C'est pourquoi, si volontiers, il s'en est tenu à cette forme de pieuse amplification, plus oratoire que dévote, mais belle, musicale et grave, qu'on appelle paraphrase. Encore son interprétation des saints textes a-t-elle toujours été très libre. Il lui arriva même de ne prendre à tel ou tel psaume qu'un thème parfois réduit à sa plus simple expression :

Ne mettez pas votre confiance dans les princes.

Après quoi, il mettait simplement beaucoup d'éloquence autour. Son développement était toujours assez libéré de l'idée première et finissait souvent à bonne distance de sa source. Sa paraphrase la plus fidèle est celle du Psaume CXXXVIII. Telle strophe y laissa bien survivre tout au moins le mouvement et la force de la Bible :

*La gloire des méchants est pareille à cette herbe
Qui, sans porter jamais ni javelle ni gerbe,
Croît sur le toit pourri d'une vieille maison :
On la voit sèche et morte aussitôt qu'elle est née,
Et vivre une journée
Est réputé pour elle une longue saison.*

Un tel résultat n'était pas négligeable. Avant lui, personne n'avait rien réalisé de tel. Personne n'avait su, comme lui, exploiter en perfection, quant à la forme, un large motif de développement plus éloquent que lyrique. Personne, avant lui, n'avait à ce point réalisé l'absolue beauté par l'agencement des mots les plus sûrement choisis.

Nanti de plus de cœur, quelles merveilles ce poète n'eût-il pas laissées!

Racine, lui, eut le cœur... et tout le reste.

JOSÉ VINCENT.

La littérature catholique d'hier et d'aujourd'hui

Rappelons les termes de M. Baussart appréciant ici même, le 9 décembre, la littérature catholique de la seconde moitié du XIX^e siècle :

« On (y) relèverait sans peine les noms d'une dizaine d'écrivains, véritables types avant la lettre de notre renouveau.

« Le des Esseintes d'*A rebours* en a repêché quelques-uns, et les a présentés, lardés de commentaires épigrammatiques. Voyons plutôt : Lacordaire « l'un des seuls écrivains qu'ait, depuis des années, produits l'Eglise »; Falloux, « polémiste dangereux » et « logicien retors »; Veuillot, « religieux arsouille », « talent incontesté dans le pugilat »; Hello, « esprit mal équilibré, mais subtil »; Bloy, « pamphlétaire enragé »; Barbey d'Aurevilly, enfin, qui « apparaissait ainsi qu'un étalon, parmi ces hongres qui peuplent les écuries ultra montaines ».

« Ces jugements devraient sans doute être revus; mais le choix est, au moins, judicieux.

« Quant à moi, pour ne pas remonter au delà de Lacordaire,

je n'ajouterais à cette liste que le P. Gratry et Montalembert, Ozanam pour ses études franciscaines — François Coppée, malgré les *Humbles* et son théâtre, pour sa belle langue et sa fraîcheur d'âme. »

Cela dit, M. Baussart passe à Baudelaire, Verlaine, Rimbaud et arrive aux écrivains encore en vie.

N'aurait-il pu montrer plus de générosité à l'égard de la littérature catholique de ce demi-siècle? Pourquoi, dans la multitude des appelés, compte-t-il si peu d'élus? De son paradis littéraire, il exclut, l'ingrat, tant de beaux écrivains, qui ne méritent pas cet ostracisme. Pour ne citer que des morts, le cardinal Pie, Mgr Freppel, le P. Monsabré, de Bornier, Edouard Drumont, Mgr Dupanloup, Brunetière, le comte de Mun, Thureau-Dangin et d'autres sont victimes de son silence dédaigneux.

Il est vrai qu'ils l'échappent belle, car s'ils n'étaient cités qu'affublés d'épithètes empruntées à ce déséquilibré de des Esseintes, ils en sortiraient peut-être aussi amoindris que les figurants au tableau d'honneur.

Sans doute, on ajoute que « ces jugements devraient être revus », mais quelle singulière idée d'aller les puiser à cette source suspecte et, en particulier, d'exhumer la pitoyable et injuste appréciation de Huysmans sur Veuillot, en laissant d'ailleurs de côté les éloges qui, dans le contexte d'*A rebours*, atténuent la condamnation!

L'impression est produite sur le lecteur peu averti : toute cette littérature catholique est à mettre dans le même sac et à jeter au rancart. Parlez-nous de Baudelaire, de Verlaine, de Rimbaud; voilà les illuminateurs de la route qui mènera notre génération jusqu'au seuil des mystères chrétiens; voilà les prophètes qui annoncent les grands voyants contemporains : Mauriac, Artus, Bernanos!

Ebloui par l'éclairage du bateau qui emporte sa génération, M. Baussart ne voit plus les phares éloignés; que ne les éteint-on définitivement? Nous avons nos lampes électriques, vive la lumière moderne!

Constata-t-il, chez ses contemporains, autant de psychologie des passions, autant de lutte véritablement humaine entre la tentation et la vertu, que dans l'*Honnête Femme*, de Louis Veuillot?

Nous ne préconisons pas le retour à la méthode de présentation, un peu vieillie, du romancier de *Corbin et d'Aubecourt*. Ce dont il s'agit, c'est de savoir si les thèmes de la vie chrétienne ne s'épanouiraient, en leur pleine vérité, que dans nos derniers romans catholiques. A plusieurs des romanciers cités par M. Baussart, je souhaite ces qualités fondamentales que Veuillot possédait à un haut degré : un sens profond de la vie chrétienne, dû à la pratique régulière et fervente de sa religion; une formation classique, puisée à la lecture assidue des auteurs du grand siècle; un robuste bon sens, qui le préservait de toute excentricité. Et je ne parle pas du style, qui le faisait classer par Jules Lemaitre « dans la demi-douzaine des très grands prosateurs du siècle. »

Catholiques, n'abandonnons pas légèrement nos plus solides gloires. On peut être de son temps sans renier le passé, ou du moins ce que le passé avait de bon. Réalistes et objectifs, méfions-nous des généralisations sommaires, constructions idéales fondées, si j'ose dire, sur le mépris des faits.

* * *

A en croire M. Baussart, la clef de la poésie catholique, perdue avec Villon, n'aurait été retrouvée que par le Verlaine de *Sagesse*. Ainsi, du XV^e siècle à 1881, la poésie catholique est nulle ou d'aucune valeur? On écraserait sans peine cette téméraire affirmation sous une avalanche de citations. Que de beaux poèmes catholiques chez Marot, Du Bellay, Ronsard, Mathurin Régnier!

Ne parlons plus du XVII^e siècle. Abandonnons aussi le siècle de Voltaire et de Marmontel. Mais c'est faire injure aux premiers romantiques que ne pas reconnaître le souffle chrétien qui anime tant de leurs œuvres, depuis Chateaubriand jusqu'à Victor Hugo, en passant par Lamartine, Musset et de Vigny.

Si grand adversaire systématique des romantiques qu'on me suppose systématiquement, je ne puis laisser passer sans protestation ce dédain injuste pour le magnifique lyrisme chrétien, dont débordent le *Génie du Christianisme* et les *Martyrs*, les *Méditations* et les *Harmonies*, et les *Poésies nouvelles*. Musset, pour ne citer que lui parmi tant de citations qui sautent à la mémoire, n'a-t-il pas écrit les plus beaux vers chrétiens du XIX^e siècle?

Dors-tu content, Voltaire, etc.

Clôtures silencieux, voûtes des monastères, etc.

Créature d'un jour qui l'agites une heure, etc.

*Une immense espérance a traversé la terre;
Malgré nous, vers le ciel, il faut lever les yeux!*

* * *

M. Baussart reprend pour son compte, sans sourciller, une question de Paul Claudel :

« Qui se douterait à lire Rabelais, Montaigne, Racine, Molière, Hugo, qu'un Dieu est mort pour nous sur la croix? » C'est à croire qui ni Claudel ni lui n'ont jamais lu ces auteurs.

Rabelais fourmille d'allusions au christianisme et, pour le lecteur qui ignorerait l'Évangile et l'Église, il serait souvent incompréhensible. Les citations du Nouveau-Testament abondent dans *Gargantua* et *Pantagruel*; burlesquement interprétés, irrespectueusement appliqués aux choses profanes et grossières, les textes sont là et supposent un public au courant. Quand Grandgousier termine ses lettres à Gargantua par des formules comme celle-ci : « Très cher fils, la paix du Christ, notre Rédempteur, soit avec toi », le lecteur chrétien sait ce que cela veut dire. Et qui ne se douterait pas qu'un Dieu est mort pour les hommes, à lire l'interprétation du cri : « Pan le grand Dieu est mort! », donnée par Pantagruel, au chapitre XXVIII du livre IV, en ce passage qui ne manque pas de grandeur :

Toutesfoys je le interpreteroys de celluy grand Servateur des fidèles, qui feut en Judée ignominieusement occis par l'envie et iniquité des pontifes, docteurs, presbtres et moines de la loi mosaïque. Et ne me semble l'interpretation abhorrente. Car à bon droict peult-il être en langage gregois dict *Pan*, veu qu'il est le nostre *Tout*. Tout ce que sommes, tout ce que vivons, tout ce que avons, tout ce que espérons est luy, en luy, de luy, par luy... Cestuy tresbon, tresgrand Pan, nostre unique Servateur, mourut lez Hierusalem, regnant en Rome Tibere Cæsar. »

De même, Montaigne n'a jamais caché ses sentiments chrétiens. D'aucuns doutent de sa sincérité qu'ils ne peuvent accorder avec son scepticisme. Mais quelle que soit son attitude vis-à-vis de la raison, dont il exagère l'impuissance, sa foi n'en semble pas ébranlée, parce qu'elle appartient à un autre ordre de connaissance. Constantement, il se met en opposition avec les Protestants pour se ranger du côté catholique. Il blâme les prières dites « par usage et par coutume » et les « trois signes de croix au *Benedicite*, autant à Grâces », si ces oraisons ne sont que « mine » et si le cœur ne prie pas en même temps. Il juge la conduite d'un homme « mêlant à une vie exécrable la dévotion » presque aussi condamnable que « celle d'un homme conforme à soi et dissolu partout ». Et c'est parler comme un prédicateur, d'autant plus que, pour bien marquer son horreur de l'hypocrisie et non de la dévotion, il ajoute qu'il a le signe de la croix « en révérence et continuel usage ».

Il a de magnifiques pages sur la mort chrétienne de son ami La Boétie. Il fait allusion à sa propre habitude d'aller à confesse. Tout cela suppose bien qu'un Dieu est mort pour les hommes.

On en peut dire autant de Racine, de Molière et de Victor Hugo. Evidemment, ce dernier n'est pas toujours conforme à lui-même et, à côté de ses admirables pages chrétiennes, d'autres, trop nombreuses, raille et blasphème; mais Verlaine est-il toujours le poète chrétien de *Sagesse*?

En des vers qui valent bien ceux de Verlaine, le poète des *Contemplations* exprime sa résignation chrétienne devant la mort de sa fille, lui qui a d'ailleurs écrit au bas d'un crucifix ces mots sublimes, qui supposent sans doute, eux aussi, la mort d'un Dieu sur la croix :

Vous qui pleurez, venez à ce Dieu, car il pleure.

Vous qui souffrez, venez à lui, car il guérit.

Vous qui tremblez, venez à lui, car il sourit.

Vous qui passez, venez à lui, car il demeure.

* * *

J'aurais bien encore quelques inadvertances de détail à relever chez M. Baussart. Quand il énumère les écrivains qui, aux environs de 1910, se groupent sous le signe catholique, je m'étonne de n'y voir aucun nom belge, alors que, justement vers cette époque,

paraissaient chez nous *l'Ame des Saisons*, *l'Arc-en-ciel* et *Notre-Dame du Matin* qui, en valeur poétique et en valeur catholique, sont loin d'être inférieurs aux œuvres similaires d'origine française.

Je lui chercherais volontiers querelle pour le trop grand honneur fait à Bergson et à Blondel. Et comment peut-il hésiter entre Maritain et l'abbé Bremond? Il rapproche le premier de saint Thomas, le second de Pascal. Je veux bien, mais, s'il s'agit de doctrine et non de pure littérature, comment peut-on hésiter entre saint Thomas et Pascal? Oui « il y a la voie de Maritain et il y a la voie de Bremond ». Mais, mettre les deux tendances en balance, comme si elles avaient à se corriger et à se compléter mutuellement, et attendre que l'expérience dise laquelle des deux aura le mieux servi l'Église et le siècle, c'est faire preuve de plus de dilettantisme littéraire que de vigueur philosophique.

M. Baussart craint qu'à suivre la voie de Maritain, la jeune littérature catholique ne soit « trop inclinée à mettre l'accent sur l'ordre au détriment de la personne » :

« Dans la chaleur du combat contre l'individualisme n'a-t-on pas jeté quelque suspicion sur les légitimes revendications de la personnalité? »

Comme si la personnalité ne pouvait pas se déployer dans l'ordre! Ordre n'est-il pas ici synonyme de vérité?

L'exemple de saint François d'Assise, que M. Baussart cite à l'appui de sa question, se retourne contre les exigences de la personnalité entendues à la façon des disciples de J.-J. Rousseau. Ce n'est pas précisément vers l'obéissance, la pauvreté et la chasteté, que les petites personnalités de la littérature moderne aspirent à se développer. Si elles s'insurgent contre l'ordre, qui entrave, disent-elles, leur génie, c'est qu'elles confondent la liberté avec la licence, et qu'elles prennent pour enthousiasme lyrique le débridement de la passion.

La jeune littérature catholique ne sera puissante, virile et personnelle qu'en réagissant énergiquement contre les tendances dissolvantes. Qu'elle remonte continuellement aux principes, je ne dis pas des classiques, mais de la vérité catholique intégrale.

M. Baussart le dit dans sa conclusion et, complètement d'accord avec lui *in fine*, je n'ai qu'à reprendre ses propres termes, heureux, après les détours de la route, de me retrouver avec lui à Rome :

Que fidèle à « réaliser la pensée de l'Église », la littérature soit « simplement... avec éclat catholique et, avec courage, conquérante ».

« Le miracle grec ou le miracle romain, c'est beau.

» Mais le miracle catholique est plus beau encore, puisque c'est le corps du Christ à édifier en nous et dans le monde ».

Paul HALFLANTS.

Lettres de Léon Bloy à ses filleuls⁽¹⁾

C'est une chose pénible de livrer au public les secrets d'une amitié que l'on croyait réservée au regard de Dieu seul. J'avoue que d'eux-mêmes les filleuls de Léon Bloy n'auraient pas songé à publier cette correspondance, infiniment précieuse pour eux mais d'ordre tout privé, si M^{me} Léon Bloy ne les avait priés de le faire. Il se trouve au surplus que la publication des *Lettres à sa fiancée*, des lettres à Pierre Termier, à Frédéric Brou et à Jean de la Laurencie, à l'abbé Cornuau, au frère Dacien, construit fragment par fragment le monument que sera la Correspondance complète du *Mendiant ingrat*. Il convenait donc que ses filleuls se résignassent à laisser paraître ces lettres, par lesquelles on verra une fois de plus la merveilleuse tendresse de ce pauvre, très riche d'amour pour ceux qui venaient à lui.

(1) Ces lettres paraîtront bientôt chez Stock à Paris, précédés de cette préface de Jacques Maritain.

Cette publication aura encore l'avantage de faire revivre un peu de cette chère atmosphère de miracle et de bonhomie, de dignité et de misère, de génie, d'ironie, de mélancolie, de poésie, de théocratie et de liberté, et d'incomparable innocence, qu'on respirait rue de la Barre et rue Cortot. Elle rappellera aussi, une fois de plus, à ceux qui admirent aujourd'hui Léon Bloy, le grand abandon dans lequel il a si longtemps vécu, la perpétuelle angoisse qui fut la rançon de ses livres, la singulière contrainte où cet homme, fait pour donner, et en qui la parole divine : *beatius est magis dare quam accipere*, se répercutait si fortement, a été toute sa vie de demande et son pain, le supplice patiemment renouvelé que la Providence lui avait ménagé d'espérer continuellement la parfaite délivrance et d'être continuellement déçu.

Il est beaucoup question d'argent dans les lettres de Léon Bloy. Comment s'en étonner ? A certains moments, il manquait de tout. Je me rappellerai toujours certaine course avec lui à travers Paris vers quelque Mont de Piété redoutable. C'était dans les premiers temps de notre amitié; il fallait renouveler la concession de la tombe de son petit André, trouver l'argent requis pour éviter la fosse commune. Comment oublier l'immense tristesse qui l'accablait alors, et qui noircissait ses grands yeux douloureux.

Le *Mendiant ingrat* magnifiait le moindre don reçu pour avoir de plus vastes occasions de gratitude. La première lettre que nous lui envoyâmes, ma femme et moi (nous étions alors mariés depuis peu, et je préparais l'agrégation de philosophie) contenait la somme la plus minime. En raison de quoi il nous combla de ses livres, et demanda pour nous l'illumination baptismale, offrant à cette intention ses prières et ses larmes. Qui est ici le débiteur ? Par lui, nous avons acheté la vie éternelle pour vingt-cinq francs.

* * *

Quelques brèves précisions seront sans doute utiles pour faciliter la lecture de cette correspondance. C'est à Louis Vauxcelles, qui ne s'en doute guère, que nous devons d'avoir connu Léon Bloy. Dans une enquête littéraire publiée, si je me souviens bien, dans le *Matin*, il citait, à propos de Léon Bloy, une phrase remarquable de Maeterlinck sur les « éclairs en profondeur » du génie. Nous cherchions la vérité et le sens de cette vie, avec un appétit invincible à tout le scepticisme dont cependant la Sorbonne nous avait gorgés; nous lûmes quelques-uns des livres de ce témoin extraordinaire, en particulier *La Femme Pauvre* et *Quatre ans de captivité à Cochons-sur-Marne*. Notre première lettre parvint à Léon Bloy le 20 juin 1905, jour où l'Église célébrait la fête, remise cette année-là, de saint Barnabé. A la Saint-Barnabé suivante, le 11 juin 1906, nous recevions le baptême, en l'église Saint-Jean-l'Évangéliste (1), ma femme, sa sœur et moi. Léon Bloy était notre parrain à tous trois.

Grâce à une bourse de voyage (fondation Michonis) attribuée par l'Université de Paris, nous partîmes bientôt pour Heidelberg, où nous séjournâmes deux années dans la plus heureuse des solitudes. C'est de cette époque que datent la plupart des lettres que notre parrain nous écrivit. Avec notre retour en France ces lettres devinrent beaucoup plus rares, parce que l'on se voyait trop fréquemment pour avoir besoin de s'écrire.

Pierre van der Meer de Walcheren a raconté son histoire dans un très beau livre, le *Journal d'un Converti*, dont Bloy écrivit la préface. C'est à cet ouvrage que je renvoie le lecteur curieux de situer la correspondance ici publiée, et qui, en raison du même motif que je viens d'indiquer pour la nôtre, comprend un assez petit nombre de lettres.

Le 24 février 1920, en l'église Saint-Médard, Léon Bloy était de

(1) Et non pas à Saint-Pierre de Montmartre comme cela a été imprimé par erreur dans les lettres de Léon Bloy à Pierre Termier (publiées chez Stock, Paris, 1926).

nouveau parrain. Pierre van der Meer, ce grand et cher batave aux yeux limpides, à moitié français je crois, cœur noble et généreux entre tous, recevait le baptême avec son fils Pierre-Léon, âgé de sept ans. Je les voyais tous deux tenant fermement le même cerge, au-dessus des eaux qui donnent la vie. Catholique de naissance, M^{me} Christine van der Meer revenait également, après une longue absence, à la maison du Père. Notre vieux parrain nous faisait ainsi cadeau d'un frère et d'une sœur tout neufs. Aujourd'hui Pierre-Léon est moine, sous la règle de saint Benoît, à l'abbaye d'Oosterhout. Par ses livres, par ses articles, et par son exemple, Pierre van der Meer exerce en Hollande une grande action intellectuelle, consacrée tout entière à l'extension du royaume de Dieu.

* * *

La réédition du *Salut par les Juifs* à laquelle il est fait allusion dans ces lettres a eu lieu au printemps de l'année 1906. C'est au vieux maître imprimeur Payen, de Suresnes, — l'initiateur en art typographique de Péguy, — qu'elle fut confiée, et c'est Léon Bloy lui-même qui avait arrêté son choix sur les caractères Grasset avec lesquels le volume fut composé. Cette nouvelle édition fut mise en dépôt chez Victorion, et plus tard rachetée par le *Mercur* de France.

Le *Salut par les Juifs* est sans doute, avec *La Femme Pauvre*, le chef-d'œuvre de Léon Bloy. Alors que nous ignorions encore, tout de la foi chrétienne, ce livre, — avec, sans doute, les secours de la grâce actuelle, — a été pour nous comme un orage d'éclairs surnaturels, l'aveuglante ostension des Prophètes et des Figures, la révélation du sens divin de l'histoire humaine, et de ce permanent témoignage auquel Israël est implacablement contraint, prouvant malgré lui l'authenticité du message de l'Église.

« Je ne comprends que ce que je devine », disait volontiers Léon Bloy. N'ayant aucun goût pour le *discursus* rationnel et les vertus démonstratives, appuyant aux trois vertus théologales et au seul organisme des dons infus les plus puissants dons d'intuition l'insatisfaction était son lieu propre, dans l'ordre intellectuel comme dans tous les autres. Inconsolable de ne pas posséder dès à présent la vision de la gloire divine, il n'employait pas le langage humain, comme font les métaphysiciens et les théologiens dans leurs formules, pour essayer d'exprimer, selon le mode imparfait de nos concepts, ce que nous pouvons savoir de la réalité transcendante, mais au contraire pour essayer d'évoquer cela même qui dans cette réalité débordé le mode de nos concepts, et nous demeure inconnu. En d'autres termes il n'usait des signes du langage et de la raison que pour se dédommager d'être privé ici-bas de la vision béatifique, — qu'aucun signe précisément ne pourra jamais exprimer, et ses paroles tendaient moins à énoncer directement des vérités qu'à procurer, comme il disait, la *sensation du mystère* et de sa présence effective. Usant de la raison elle-même et de la spéculation intellectuelle selon un mode plus expérimental que démonstratif, pour exprimer le réel dans l'obscurité même qui le joint à leur sentiment, les écrivains parmi lesquels il convient de ranger Léon Bloy se servent nécessairement des paraboles et hyperboles auxquelles l'expression mystique a recours. « Saint Thomas note (*In Isaiam*, c. 5 et 13) que l'hyperbole se trouve dans l'Écriture. Ainsi Notre-Seigneur dit : « Si ton œil te scandalise, arrache-le; ta main, coupe-la. » Le style mystique n'est pas le style scolastique l'erreur serait seulement de soutenir... comme vraies scolastiquement des propositions qui ne sont vraies que dans le langage mystique où l'on tient compte de l'hyperbole (1)... » C'est que le langage

(1) *Le Carmel*, 15 avril 1927. Lettre postulatoire adressée au nom du Collège Arçhlique par les RR. PP. Hugon et Garrigou-Lagrange au Souverain Pontife, le 14 juin 1926, e 1 vus d'obtenir le titre de Docteur e l'Église universelle à saint Jean de la Croix (titre qui lui a été conféré le 24 août de la même année)

mystique se propose avant tout de faire deviner la réalité comme si on la touchait sans la dire, tandis que le langage philosophique s'applique à la dire sans la toucher.

A ce point de vue, il importe de remarquer que dans la mesure même où le mot est employé avant tout à rendre sensible l'inexprimable, l'énoncé pur et simple de ce qui est, devient pour lui comme une limite asymptotique : le langage alors ne s'engage pas à fond dans l'expression logique et démonstrative, il s'arrête à évoquer des analogies, à faire surgir des images et des figures qui passent devant l'esprit en surabondant de sens, mais qui s'éloignent aussitôt. N'est-ce pas ainsi qu'il convient d'essayer de déchiffrer le sens figuratif des Écritures? C'est de ce sens figuratif que Léon Bloy nourrissait constamment sa pensée, c'est lui qui commande en réalité son propre style. De là ce qui l'éloigne absolument des philosophes. Juger ses textes comme des propositions assertoriques ordinaires serait donc s'exposer à de sérieuses méprises. Il n'y a aucun ésotérisme chez Léon Bloy. Ce qu'il croyait et affirmait, c'est le symbole des apôtres, et rien d'autre; il n'a jamais entendu enfermer dans ses assertions qu'une perpétuelle répétition des articles de la foi. Tout son effort littéraire était, — en attendant le jour de la vision, — de projeter dans le miroir des énigmes et des similitudes les rayons de cette nuit substantiellement lumineuse.

Je ne propose ces remarques que pour essayer d'aider le lecteur à préciser la *situation spirituelle* de l'œuvre de Bloy. Lu dans ces pensées, le *Salut par les Juifs* prend, me semble-t-il, plus aisément toutes ses vraies proportions.

* * *

Il était sans doute nécessaire que Léon Bloy, entouré des épines de la malédiction, vécu longtemps seul et presque sans amis. C'était là comme un état de *séparation*, imposé par la nature même du témoignage qu'il devait porter, au milieu du monde, et contre le monde.

Bloy avait passé par les milieux littéraires au temps du Chat Noir et de la vieillesse de Barbey. Depuis la publication du *Désespéré* il les avait quittés en exhalant contre eux le plus intense mépris. Aujourd'hui il arrive tout naturellement que quelques survivants de cet âge évanoui, plus ou moins délavés par le temps et par le succès, sortent sur la jeunesse de Bloy toute espèce de vieux souvenirs, et d'anecdotes déformées par la mémoire spontanément avilissante des bons camarades et des gens d'esprit. Comment auraient-ils pu deviner le secret d'une âme cachée elle-même dans les régions les plus sombres des déserts de l'esprit? Nous qui avons connu la vieillesse de l'olivier, nous savons que le fruit rend témoignage de la sève et de la racine.

* * *

Le 25 juin 1905, deux enfants de vingt ans montaient l'escalier sempiternel qui grimpe jusqu'au Sacré-Cœur. Ils portaient en eux cette détresse qui est le seul produit sérieux de la culture moderne, et une sorte de désespoir actif éclairé seulement, ils ne savaient pourquoi, par l'assurance intérieure que la Vérité dont il avaient faim, et sans laquelle il leur était presque impossible d'accepter la vie, un jour leur serait montrée. Une sorte de morale esthétique les soutenait faiblement, dont l'idée du suicide, — après quelques expériences à tenter, trop belles sans doute pour réussir, — semblait offrir l'unique issue. En attendant ils se nettoyaient l'esprit, grâce à Bergson, des superstitions scientistes dont la Sorbonne les avait entretenus, — mais en sachant bien que l'intuition bergsonienne n'était qu'un trop inconsistant refuge contre le scepticisme logiquement entraîné par toutes les philo-

sophies modernes. Au demeurant ils tenaient l'Eglise, cachée à leur vue par d'ineptes préjugés et par les apparences de beaucoup de gens bien pensants, pour le rempart des puissants et des riches, dont l'intérêt aurait été d'entretenir dans les esprits les « ténèbres du moyen âge ». Ils allaient vers un étrange mendiant, qui méprisant toute philosophie criait sur les toits la vérité divine, et catholique intégralement obéissant condamnait son temps, et ceux qui ont leur consolation ici-bas, avec plus de *liberté* que tous les révolutionnaires du monde. Ils avaient terriblement peur de ce qu'ils devaient rencontrer, — ils n'avaient pas encore fréquenté de génies littéraires, et c'est bien autre chose qu'ils allaient chercher. Pas une ombre de curiosité n'était en eux, mais le sentiment le plus propre à emplir l'âme de gravité : la compassion pour la grandeur sans refuge.

Ils traversèrent un petit jardin d'autrefois, puis entrèrent dans une humble maison aux murs ornés de livres et de belles images, et se heurtèrent d'abord à une sorte de grande bonté blanche dont la noblesse paisible impressionnait, et qui était M^{me} Léon Bloy; ses deux fillettes Véronique et Madeleine les contemplaient de leurs grands yeux étonnés. Léon Bloy semblait presque timide, il parlait peu et très bas, essayant de dire à ses deux jeunes visiteurs quelque chose d'important et qui ne les décût pas. Ce qu'il leur découvrirait ne peut se raconter; la tendresse de la fraternité chrétienne, et cette espèce de tremblement de miséricorde et de crainte qui saisit en face d'une âme une âme marquée de l'amour de Dieu. Bloy nous apparaissait tout le contraire des autres hommes, qui cachent des manquements graves aux choses de l'esprit, et tant de crimes invisibles, sous le badigeonnage soigneusement entretenu des vertus de sociabilité. Au lieu d'être un sépulcre blanchi comme les pharisiens de tous les temps c'était une cathédrale calcinée, noircie. Le *blanc* était au dedans, au creux du tabernacle.

D'avoir franchi le seuil de sa maison toutes les valeurs étaient déplacées, comme par un décliv invisible. On savait, ou on devinait, qu'il n'y a qu'une tristesse, c'est de n'être pas des saints. Et tout le reste devenait crépusculaire.

Jacques MARITAIN.

ABONNEMENTS A L'ÉTRANGER

Nos nombreux abonnés étrangers nous obligeraient beaucoup en nous faisant parvenir le montant de leur abonnement (17, 13, 11, 9 ou 8 belgas suivant les pays) soit en souscrivant un abonnement, soit avant l'expiration de leur abonnement en cours.

Il ne sera plus donné suite qu'aux demandes d'abonnement accompagnées du paiement anticipatif. Le service de la Revue sera supprimé sans autre avis à l'échéance de tout abonnement qui n'aura pas été renouvelé par le versement du montant dû.

Le prix de l'abonnement pour l'étranger est fixé comme suit :

- I. — Pour l'Allemagne occupée (militaires en service actif) : 8 belgas
- II. — Pour le Grand-Duché de Luxembourg 11 belgas
- III. — Pour le Congo belge 10 belgas
- IV. — Pour l'Albanie, Algérie, Allemagne, Argentine, Autriche, Bulgarie, Congo français, Côte d'Ivoire, Espagne, Estonie, Ethiopie, France, Gabon, Grèce, Guinée française, Haïti, Hongrie, Lettonie, Maroc, Martinique, Mauritanie, Niger, Oubangi-Chari, Paraguay, Pays-Bas, Perse, Pologne, Portugal et colonies, Réunion, Roumanie, Salvador, Sarre, Sénégal, Serbie, Croatie et Slavonie, Somalis, Soudan, Tchad, Tchécoslovaquie, Terre-Neuve, Tunisie, Turquie, Uruguay Républiques Soviétiques Socialistes. 13 belgas
- V. — Pour tous les autres pays 17 belgas

Les idées et les faits

Chronique des Idées

Le Panchristianisme.

Après Stockholm, Rome s'était tue. Après Lausanne, Rome devait parler. L'aspiration vers l'unité qui travaille le monde s'y était manifestée avec trop d'éclat, l'immense effort de tous les séparés de l'Orient et de l'Occident pour se rejoindre désespérément en brisant tous les particularismes était trop impressionnant pour que la vieille Eglise ne s'en montrât pas émue. Ils étaient accourus sur les bords du Léman de tous les points de l'horizon, de l'Amérique et du Japon, de la Chine et de l'Inde, de la Turquie, de la Grèce et des Balkans, comme de l'Allemagne, de l'Angleterre et de la France. Comme s'ils obéissaient à un appel mystérieux, à une impulsion irrésistible, ils étaient venus pour célébrer une nouvelle Pentecôte et recevoir une nouvelle descente de l'Esprit. Ils se flattaient de l'espoir d'opérer la concentration de l'humanité autour de l'Evangile dans le Christ, comme s'ils avaient retrouvé l'Evangile et le Christ.

Qu'ont-ils fait en réalité? A quels résultats sont-ils parvenus?

Ils ont proclamé la nécessité de l'unification religieuse, ils ont essayé de jeter les bases d'un panchristianisme, d'une fédération universelle embrassant les Eglises orthodoxes et les Confessions réformées. Ils ont poursuivi le fantôme insaisissable de l'unité de la foi dans la diversité des croyances et ce fantôme s'est évanoui. Ils ont chanté l'unité par l'amour et, au moment de sceller cet amour par l'intercommunion, ils ont été contraints de se refuser le baiser de paix et se sont tournés le dos. Ce fut un moment d'angoisse. L'intercommunion avait été réclamée comme le signe sensible d'une réelle communauté dans le christianisme, elle avait été exaltée avec des accents enthousiastes. Mais les Orientaux regimbèrent. « Comme si les grands morts du passé s'étaient soudain levés devant eux, écrit le B. Duden, pour leur rappeler impérieusement une consigne sacrée, ils ont dit, par la bouche de l'archevêque Germanos, point de *communio in sacris* possible, si ce n'est avec ceux qui admettront comme nous les sept sacrements, l'organisation épiscopale du ministère, la divinité de l'Eglise, l'éternelle valeur du *Credo* de Nicée ». A cette déclaration, la foule des réformés vit s'ouvrir l'infranchissable fossé qui les sépare, les croyances séculaires de l'Orient chrétien.

A la différence des autres questions, soumises à l'assemblée, qui furent toutes, en l'absence d'unanimité, renvoyées aux Eglises — sorte de prise en considération qui en masquait le rejet — la déclaration sur l'intercommunion, où des votes négatifs se produisirent, fut simplement remise au Comité de continuation.

* * *

Devant ce spectacle, Rome ne pouvait se taire. Rome devait dissiper ce mirage du panchristianisme qui a séduit tant d'intelligences même parmi les catholiques. Elle devait une réponse aux chercheurs de la véritable Eglise, aux chercheurs de l'unité. Elle vient de parler par la bouche de Pierre et cette parole de lumière et de charité qui descend des hauteurs du Vatican sera victorieuse de tous les sophismes et encourageante pour toutes les bonnes volontés.

L'idée de rallier sur un terrain de croyances communes toutes les Eglises réformées et, au besoin, l'Eglise catholique elle-même n'est pas neuve, elle porte dans l'histoire le nom de *synchrétisme*. Elle n'est pas neuve non plus l'idée de refaire l'unité, à défaut d'entente sur un formulaire dogmatique, par le seul moyen d'une intensité de vie chrétienne, elle s'appelle le *piétisme* ou *synchrétisme intensif*. Au XVII^e siècle, le mouvement synchrétiste intensif eut son représentant le plus illustre dans Leibniz, et l'autre, le mouvement piétiste intensif, trouva son maître dans Spener. L'idée est ancienne dans

le protestantisme, si vite épuisé par ses divisions, issues fatalement du libre-examen, et si tôt avide de régénération, puisque les synchrétistes du XVII^e siècle comme ceux d'aujourd'hui se sont réclamés de Mélancthon. Ne s'était-il pas flatté dans la confession d'Augsbourg d'unir dans une même foi catholiques et protestants? Les panchrétiens de l'heure actuelle remontent en réalité à cet ancêtre. Le panchristianisme, fomenté d'ailleurs par les idées d'internationalisme et de paix universelle, n'est que l'extension du synchrétisme à l'univers chrétien, avec la prétention de se substituer à la catholicité romaine. Les promoteurs, qui, du reste, invitent l'Eglise catholique à leurs assises, n'entendent traiter avec elle que sur le pied d'égalité. Furieux de la voir tranquillement assise sur le roc de la Primauté du Pape dans la possession vingt fois séculaire de sa catholicité, il s'est rencontré des huguenots, assez emportés par l'orgueil, pour opposer la catholicité vivante de la Conférence de Lausanne, qui fut une tour de Babel dissimulée derrière un rideau de courtoisie protocolaire, à la catholicité morte de Rome « la schismatique ». Ils se sont consolés ainsi de leur mieux de n'avoir pu aboutir à un autre résultat qu'à la sympathique intelligence de leurs irréconciliables divergences.

La morte vient de parler et sa parole ébranle l'univers. Elle n'est pas longue, l'Encyclique *Mortalium animas* du 6 janvier. Elle va droit au but, elle ne fait qu'une flambée de tous les sophismes accumulés et de chaque page jaillit une gerbe étincelante de lumière.

* * *

Quoi! Vous vous réclamez de l'Evangile et du Christ, et voici qu'après deux mille ans vous demandez encore à grands cris où est l'Eglise qu'il a fondée? Vous savez qu'il a fondé un royaume et non pas une an-archie, un bercail et non une boucherie, un troupeau et non une cohue, une maison enfin, la maison de la vérité et non le bazar des opinions. Et vous en êtes encore réduits, après de si longs siècles, à découvrir cette maison qui — c'est votre foi — fut bâtie de main divine pour abriter l'humanité! Souvenez-vous donc que vos ancêtres de partout l'ont habitée cette maison du Christ et vous savez tous, Orthodoxes et Réformés, à quelle heure précise du VIII^e et du XVI^e siècle les révoltés sont partis pour courir les chemins de la liberté et s'ériger de demeures, faites de mains d'hommes, disjointes de la pierre d'angle, construites sur un autre fondement.

Pensez-vous qu'à votre départ, à votre hégire, la maison, temple de la vérité révélée, tabernacle des sept sacrements, centre des l'unité, pensez-vous qu'elle se soit écroulée? Mais, de grâce, tournez les yeux vers elle, car elle n'a pas cessé de resplendir sur la montagne. Ouvrez l'Evangile que vous prétendez recevoir du Ciel, prenez, lisez, vous y trouverez la fondation de l'Eglise par le Christ sur le roc immuable de la primauté de Pierre et de ses successeurs, vous y trouverez la charte que le Christ a octroyée à son Eglise, confrontez les textes avec les faits, mettez en regard l'Eglise romaine et la volonté formelle du Christ qui a voulu une société religieuse pour s'y perpétuer par l'unité d'un magistère suprême, d'un pastorat ou ministère universel, d'un gouvernement souverain, et osez donc proclamer avec loyauté qu'entre cette volonté divine, dont l'homme ne peut avoir raison, et cette réalisation historique il y a correspondance adéquate!

Vous cherchez l'unité : je suis l'unité rayonnant à travers toutes les vicissitudes du temps et de l'espace.

Vous cherchez la perpétuité : je suis la perpétuité indéfectible, me rattachant par une chaîne continue jusqu'aux Apôtres, et, par eux, au Christ lui-même.

Vous cherchez la sainteté des Sacrements : moi seule, les ai conservés dans leur intégralité et leur perfection.

Si ce spectacle n'était pas douloureux, cet aveuglement de l'obstination aurait quelque chose d'infiniment plaisant. Croire au Christ et nourrir l'extravagante prétention de refaire son œuvre! Accepter son message et y distinguer les articles importants, fon-

damentaux, seuls obligatoires, et les articles secondaires, non fondamentaux, surrogatoires. Oui ou non, le Christ a-t-il dit : « Allez, enseignez en toutes les nations, apprenez-leur à garder tout ce que je vous ai commandé : et voici que je suis AVEC VOUS tous les jours jusqu'à la fin du monde. » Si vous admettez ces paroles du Christ, comme vous l'avez affirmé avec éclat à Lausanne, vous êtes acculés à reconnaître que l'Eglise tient du Christ sa mission et ses prérogatives. Elle tient parmi les hommes la place du Christ qui la charge de continuer son œuvre, de prêcher et de garder intégralement la doctrine qu'il lui a lui-même enseignée. A cet effet, il promet d'être avec elle pour l'assister jusqu'à la fin des temps. Si vous adhérez à ces paroles souveraines, tombées des lèvres du Christ, vous devez y voir l'institution de l'Eglise par le Fils de Dieu avec son magistère indéfectible, infaillible, avec ses destinées immortelles.

Quand donc, usant de ces divines prérogatives, l'Eglise, soit réunie en Concile, soit par l'organe de son Chef, dégage du trésor de la révélation une vérité qui y était enclose, pour la mettre en pleine lumière ou l'élever au-dessus de toutes contestations, cette vérité fut-elle l'infailibilité de celui à qui le Christ a dit : Pais tout le troupeau, ou la Conception immaculée de Marie, à qui l'Ange a dit : « Salut, pleine de grâce », il est clair qu'il n'y a pas lieu de tergiverser, il faut tomber à genoux et s'écrier : « Je crois de toute mon âme à la parole de Dieu, à la Primauté comme à la Trinité, à l'Immaculée comme à l'Incarnation. »

Ou bien dites que le Christ a menti, qu'il a usurpé la divinité, qu'il a fait une promesse fallacieuse d'indéfectibilité impossible, mais alors ne cherchez pas son œuvre pour y suspendre votre destinée, car le Christ n'est qu'un fourbe. Ou bien il est le Verbe de vérité et de salut, et alors il s'est tenu parole, il n'a jamais retiré son assistance à son Eglise, il l'a maintenue sur le fondement où il l'avait assise, Pierre et ses successeurs, il lui a conservé les prérogatives dont il l'avait investie, il lui assure les destinées qu'il lui a promises. Alors, ouvrez les yeux, contemplez son Eglise, et hâtez-vous d'y rentrer!

* * *

Le panchristianisme est une chimère, une nuée sans ombre de consistance. Pour lui donner un semblant de vraisemblance, la colorer de quelque apparence évangélique, ils s'en vont répétant le cri sublime du Christ « Qu'ils soient un! » et ces paroles des Livres saints qui ramassent toute la religion dans la charité, l'amour de Dieu et des hommes.

L'Eglise universelle fondée sur l'amour! Une immense accolade embrassant toutes les bigarrures religieuses, anabaptistes, quakers, méthodistes, orthodoxes, ceux qui croient à la divinité du Christ et ceux qui la repoussent, ceux qui admettent la Présence réelle et ceux qui la nient et la blasphèment, ceux qui admettent une hiérarchie et les partisans de l'an-archie, tous les fauteurs du libre-examen et tous les adhérents à l'autorité d'un magistère.

C'est cette arche de Noé, je veux dire, cette confusion de toutes les opinions et de toutes les erreurs, c'est ce pandémonium qu'ils ont la prétention d'appeler l'Eglise du Christ, l'Eglise de l'amour.

L'Encyclique a rappelé à ces faussaires de l'Evangile que la charité du Christ ne flotte pas en l'air, mais qu'elle s'enracine dans la foi, une foi pure et sincère, intégrale et absolue, et que c'est cette charité-là qui forme le lien sacré par lequel tous les fidèles reliés entre eux et par le Christ, ne font plus qu'un avec lui et en lui.

Cette vieille billevesée de l'union sentimentale ne pouvait trouver grâce devant le bon sens chrétien.

Prétendre ne faire qu'un avec le Christ, et ne pas penser et sentir comme lui, ne pas croire à toutes ses paroles : c'est une amère dérision. Vouloir rebâtir son œuvre avec le ciment de l'amour sur le sable mouvant des opinions humaines, du libre-examen : c'est une assez étrange folie.

Et l'éternelle question rebondit toujours : l'unité est nécessaire, le déchirement est fatal, le Christ n'a pas voulu la dislocation, encore moins le morcellement, l'émiettement : où est le principe de cette unité?

L'Eglise est un corps, un corps immense auquel doivent s'incorporer toutes les races, toutes les nations, où est le cerveau qui coordonne, qui dirige, l'indispensable cerveau?

L'Eglise est une vaste et imposante construction capable d'abriter l'humanité entière. Où est son fondement?

On ne sortira pas de là. Relisez toute cette histoire redevenue palpitante d'intérêt des controverses de Bossuet, le partisan le plus

passionné et le plus obstiné de la Réunion, avec Ferry, Jurieu, Molanus, Leibniz, et vous serez frappés par la nécessité qui arrête les controversistes devant cette question; comment sortir de la confusion? Qui donc interprétera les Ecritures avec autorité? Qui donc sera l'organe sûr de la Tradition? Où est la colonne de la vérité?

On a beau se dérober à cette pressante étreinte : un magistère s'impose, celui-là même que le Christ a institué dans ses Apôtres, le magistère indéfectible de l'Eglise, le magistère infaillible de son Chef : Tu es Pierre et sur cette pierre, je bâtirai mon Eglise.

S'il n'est pas dans l'Eglise catholique, où est-il? Est-ce la Conférence de Lausanne qui fera l'unité? Est-ce la Commission de continuation qui en imposera à toutes les Eglises? S'il en est ainsi, montrez-nous du doigt dans l'évangile les paroles du Christ qui vous établissent ses légitimes continuateurs. Montrez-nous vos titres évangéliques à l'obéissance universelle.

Il était temps de dissiper les brouillards de l'erreur par un jet de lumière. Le Saint-Père n'y a pas manqué. Il n'y a pas que les dissidents qui recueilleront le bienfait de sa parole, les catholiques se sentiront raffermis dans leur foi par cette fière et sereine affirmation de la divinité de la seule Eglise romaine à laquelle ils appartiennent, hors de laquelle il n'y a pas de salut. Ils comprendront mieux la primauté du vrai et ne se laisseront pas entraîner à reléguer à l'arrière-plan leurs divines croyances ou, péril plus grave, à les mettre sur le même pied que l'erreur.

S'il a fait, en acquit d'un devoir impérieux, la pleine lumière sur les conditions du retour des dissidents dans le giron de l'Eglise, le Saint-Père, nos lecteurs ont pu le constater, n'a pas manqué de leur ouvrir son cœur et ses bras. Avec quelle mansuétude, quelle inépuisable patience le Pape attend la rentrée des prodiges! Quelle joie dans l'univers s'il se levait ce jour de la réconciliation de tous les peuples séparés dans l'unité de la vieille Eglise.

Toutes les cloches du monde, de Rome, de Byzance, de Cantorbéry sonneraient à toutes volées le *Te Deum* de l'humanité rassemblée dans la viale maison du Christ autour du Père commun des fidèles! Le Pape ne désespère pas. Il attend, il nous demande de hâter ce jour par nos prières et nos œuvres.

J. SCHYRGENS.

ANGLETERRE

L'église anglicane

Le R. P. Cyril Martindale, Jésuite, et une des personnalités catholiques les plus marquantes de l'Angleterre, écrit à propos du Prayer Book (Etudes du 20 janvier).

Même si le livre avait été imposé par l'Etat, ni les modernisants ni les catholicisants zélés n'en auraient fait le moindre cas. Jamais on n'aurait imposé silence et inertie à ces quinze cents clergymen qui s'intitulent « Fédération de prêtres catholiques », et qui prétendent la présence réelle. Le livre veut que la « réserve » du sacrement ne serve à autre chose qu'à administrer les malades? Comme si c'était pour cela que l'ont réclamée les catholicisants, qui ont pour devise le cri du défunt docteur Weston, évêque de Zanzibar : Combatez pour vos tabernacles! « Nous ne changeons absolument rien de doctrinal », criait à l'envi la hiérarchie. Or, c'est tout simplement la doctrine romaine et non pas la protestante que demandent ces ministres, dont peut-être deux mille eussent été franchement rebelles. Par contre, rien n'aurait fait taire un évêque comme celui de Birmingham, qui ridiculise la messe comme « magie », la communion comme « cannibalisme »; qui demande qu'enfin on analyse chimiquement l'hostie consacrée, pour voir une fois pour toutes si le corps du Christ y est; ni un ecclésiastique comme le docteur Ige, qui raconte sans cesse que les doctrines eucharistiques de Rome sont la « survie » de notions « sous-chrétiennes », de rites méditerranéens remontant à l'on ne sait qu'elle époque du paganisme. Sur les treize mille paroisses anglicanes, deux mille au moins auraient été en état de guerre, de-ci ou de-là. La secte, qu'est après tout l'Eglise anglicane concrète, (et secte combien confuse et hétérogène!), n'aurait point trouvé, même pour elle-même, la paix. Car elle n'est qu'une secte, qu'une très petite secte.

La masse du pays ne s'en soucie guère. Et, si l'on dit que la surexcitation de ces derniers jours, que le haut niveau des discours parlementaires prouvent bien le contraire, je réplique, d'abord, que la Chambre des Communes ne représente que trop peu la nation à tout point de vue. Puis, il y a toujours là une certaine joie pour les dissidents, qui y sont nombreux, à susciter des tracasseries à cette Eglise anglicane aristocratique, envers laquelle ils nourrissent une haine froide. Ces mêmes dissidents ne sont pas fâchés de déconcerter les Lords. Enfin, toute cette émotion fait largement l'affaire des journalistes. Mais ce que tout le monde a vu, ce que sans exception l'homme moyen, *the man in the street*, a très bien compris, c'est que l'Eglise anglaise est protestante, et qu'on ne doit pas y faire passer les dogmes de Rome. La Réforme a surtout dit : « A bas la messe ! » donc : « A bas le sacerdoce. » Plus de messe, donc plus de prêtre ; plus de prêtre, donc plus d'évêque. (Cela fixe absolument l'intention qui spécifia jadis les ordinations anglicanes). Par conséquent, si le nouveau livre introduit subrepticement de pareilles choses, à bas le livre ! Comme l'a écrit le doyen de Saint-Paul de Londres : « Chaque fois que les catholiques et les protestants se trouvent véritablement aux prises, toute autre divergence retombe dans l'obscurité, et la bataille fait rage autour de ce point : Messe ou Communion ? Dès que la loi permet de réserver les éléments (eucharistiques) pour quelque raison que ce soit, l'Eglise d'Angleterre cesse d'être protestante. On a passé le Rubicon : on a renié la Réforme. Il y a quatre cents ans que nos ancêtres se sont fait mettre au cheval et brûler pour la loi protestante. Il y a aujourd'hui des milliers d'hommes qui se feraient volontiers tuer plutôt que d'accepter, à n'importe quelle condition, cette réunion avec Rome que l'évêque Gore et ses amis, sous le nez de la hiérarchie se sont occupés de promouvoir en fleuretant avec un cardinal étranger ». Historiquement, ce clergyman a absolument raison. Psychologiquement, c'est une autre affaire peut-être, mais l'avenir religieux de l'Angleterre ne rentre pas dans le cadre de la pensée du doyen de Saint-Paul.

ROUMANIE

La mort du Roi

D'une conférence extrêmement intéressante faite à Rome par S. Gr. Mgr. d'Herbigny, nous extrayons ces passages (Études du 20 janvier) :

J'apprends que les autorités civiles et orthodoxes ont tout fait pour cacher au peuple que son roi, catholique de naissance et resté catholique, est mort catholique. Il a pourtant reçu plusieurs fois la sainte communion durant sa maladie ; sur sa demande, un prêtre catholique allait assez souvent dire la sainte messe devant lui au palais, mais son peuple n'avait le droit d'en rien savoir. De son testament furent coupées — matériellement arrachées — les paroles où il disait que, fidèle à sa foi, il mourait en enfant des l'Eglise catholique. Le télégramme du Saint-Père, ses condoléances ne furent pas publiées, parce que le peuple y aurait appris que son roi, vénéré comme l'unificateur de la nation, avait été un grand serviteur de la Roumanie, tout en gardant sa foi catholique.

Comme je l'ai su positivement, le malade, l'agonisant souffrit profondément de ces dissimulations ; elles l'humiliaient. Mais sa volonté, depuis assez longtemps, ne pouvait plus s'imposer, même dans le cercle intime de la famille. En cette détresse, le malheureux souverain voyait pieusement une expiation ; il priaït pour ses enfants. « Une éducation catholique et pieuse, répétait-il à quelques intimes, eût armé contre le scepticisme et contre les passions une jeunesse inexpérimentée, elle eût servi le pays et la dynastie, mieux que toutes les faiblesses. » Repentant, pardonné par l'Eglise, ce père offrait chrétiennement ses souffrances, en union avec la passion de Notre Seigneur, spécialement pour le bien spirituel de ses enfants. La prière catholique suivit la pauvre âme outre-tombe, mais le clergé catholique dut s'abstenir de toute participation aux

cérémonies religieuses des funérailles. Les dissidents, n'ayant pu l'avoir vivant, l'accaparaient mort.

Le patriarche orthodoxe

Le patriarche Miron Cristea n'a que cinquante-deux ans, mais sa barbe est déjà toute blanche. Blanche aussi sa soutane, taillée suivant la forme orientale de l'habit monastique ; serrée à la taille par une ceinture de cuir noir, elle est recouverte d'un manteau blanc. Il fait chaud pourtant : 41 degrés la veille, et cette chaleur a laissé des traces sur le blanc. Le patriarche ne porte ni croix ni panaghia ; une icône du Christ, couronné de brillants, est suspendue à la chaîne d'or. La physionomie est énergique, le regard intelligent, l'attitude d'une simplicité sympathique. Sans monter sur un trône modeste adossé au centre d'un des murs, il s'installe sur un canapé avec Mgr Cisar, tandis que, leur faisant face, je prends place sur une chaise rembourrée à haut dossier. En un roumain prononcé assez lentement pour que je le comprenne, il félicite d'abord l'archevêque catholique de sa réception au Sénat et de son beau discours. Puis, la conversation s'engage à trois, en allemand.

Avec une bonhomie spontanée, le patriarche parle d'abondance. Très vite il en vient à exposer son désir de former les théologiens de son patriarcat dans les Facultés catholiques de France. Au Sénat, le 8 avril 1927, il a dit publiquement la grande détresse de son clergé : pas de savants, pas de formation, pas de piété, pas même de foi souvent. La faute en est aux professeurs de séminaires : laïques, pervertis par les Facultés protestantes d'Allemagne, ils sont choisis au gré des partis politiques, sans souci de leur foi et de leur moralité. Naturellement leurs élèves accueillent ce qu'il y a de plus radical dans leurs négations : athéisme, amoralisme, bolchevisme. « J'ai reçu naguère, nous dit-il, une pétition signée par de nombreux boursiers de nos séminaires : « *Nous sommes tous athées*, écrivent-ils, en commençant, nous trouvons donc qu'il est odieux de nous astreindre plus longtemps à des études cléricales. » Or, nous ne sommes pas libres, tant que la bourse d'études qui nous est accordée s'intitulera : Bourse d'études *théologiques* ; il faut supprimer le dernier mot. Nous pourrions alors entrer dans la Faculté de notre choix et devenir utiles à l'Etat. » Assurément, continue le patriarche, mieux vaudrait leur départ avant la prétrise-Sinon, il arrivera de plus en plus ce que nous avons signalé au Sénat : prêtres, mais incroyants, ils profiteront de leurs études pour se faire acheter plus cher par les sectes folles que l'argent protestant essaie de multiplier dans le pays. Depuis deux ans, plusieurs diplômés de nos Facultés théologiques, les plus instruits, ont passé au service des sectes : incrédules, apostats, ils fanatisent leurs adeptes contre l'ordre chrétien... »

Interrompant cet exposé, le patriarche reprend : « Le problème est clair pour nous. Nos Facultés de théologie ne suffisent pas, elles ne répondent pas à leur mission. Où former d'autres professeurs ? Dans les Facultés protestantes ? En Allemagne, en Angleterre ? Ce serait coopérer à la destruction du christianisme. Nous ne pouvons d'ailleurs songer actuellement à l'Europe centrale. A notre race, il faut le génie et l'esprit de la Rome antique. En Italie pourtant, la Rome pontificale semble partout trop proche. Reste la France ; Strasbourg, avec ses deux Facultés théologiques, nous accueille volontiers. Nos étudiants ont essayé de suivre les cours des professeurs protestants. Impossible. Tôt ou tard tous ont déserté soit la Faculté protestante, soit la carrière ecclésiastique. Plusieurs spontanément nous ont demandé de suivre les cours de la Faculté catholique. Après essai, ils ont exprimé toute leur satisfaction. Hier même, une lettre officielle du Quai d'Orsay m'apprenait qu'une maison de famille pour nos théologiens serait aménagée, distincte de tous les immeubles catholiques : pour les cours, ils iront où ils voudront. Notre choix est fait... »

ESPAGNE

Primo de Rivera

D'intéressantes Impressions d'Espagne, de M. Gaston Rageot dans le dernier numéro de l'Illustration, nous extrayons ces lignes :

Un ministre, illustre écrivain et fin psychologue, me disait l'autre jour que le pli professionnel des ambassadeurs était d'en arriver bien vite à représenter le pays où ils se trouvent plutôt que celui qui les envoie. La justesse de cette observation ne m'incite que davantage à remercier M. Peretti della Rocca de l'objectivité et de l'impartialité avec lesquelles il a bien voulu m'entretenir de la vie politique en Espagne... Car tout l'intérêt est là : cette transformation éclatante d'un pays, en combien de temps s'est-elle faite et comment ? N'a-t-il pas suffi d'un homme pour miraculer un peuple?...

Qu'est-ce, en effet, que Primo de Rivera?... J'ose dire qu'en France personne ne le sait. Et, peut-être, chez ce puissant d'un jour, qui sent sa précarité autant que sa puissance, n'y a-t-il pas de mélancolie plus profonde que de constater combien le pays qu'il aime entre tous, méconnaît son caractère et son œuvre.

Actuellement, deux forces le soutiennent, deux forces morales : la fidélité du Roi, qui a peut-être retrouvé son royaume, qui, en tout cas, le sait prospère et paisible, et l'impersonnelle mais unanime satisfaction d'un peuple qui, naturellement indifférent à la politique, est sensible au bien-être et à la tranquillité. La vérité, c'est que Primo est un fantaisiste, un improvisateur, un puissant mais joyeux vivant. Il n'avait dans l'esprit qu'une idée claire : mettre de l'ordre où il n'y en avait pas. Parti il ne savait où, avec l'appui de l'armée, il est arrivé il ne sait où, avec l'armée contre lui ; car il l'a soumise, elle aussi, à la discipline commune. Il est le contraire d'un despote. Il se promène et il vit comme le plus simple sujet ; non seulement il n'a pas de police autour de lui, mais il ne dispose pour son gouvernement d'aucune organisation matérielle. Mussolini règne par ses troupes. Primo règne malgré les troupes qu'il a envoyées se battre. Cet homme est seul.

La France républicaine, notamment la presse radicale-socialiste, commet donc un erreur en confondant un Primo avec d'autres, ennemis de la liberté. Primo adore Herriot, et surtout il est, dans son pays, le plus sincère, le plus naturel ami du nôtre. Comme il est averti de tout, j'espère que cet article, lui tombant sous les yeux, lui montrera du moins que ceux qui se sont informés lui rendent justice et s'efforcent de répandre la vérité qu'ils ont découverte. On est libre en Espagne, que l'on soit Espagnol ou étranger et la prospérité visible n'est que la conséquence et le signe de cette liberté. Certes, Primo de Rivera, nouveau Cromwell, a fermé la Chambre des députés et mis la clef dans sa poche. Il a accompli son œuvre par l'illégalité, et tout son embras présent est de trouver le moyen, sans rien compromettre, d'en sortir. Et j'ai parlé, au début de cet article, d'expérience politique : la voilà, l'expérience. L'Espagne s'est développée depuis qu'elle n'a plus de Parlement. Oh ! je ne dis point qu'il faille tirer de là une conclusion antiparlementaire, comme le craignent justement chez nous les mal renseignés. Il faut simplement y regarder de près, scientifiquement, si je puis dire. Il apparaît alors que la vie parlementaire est un luxe que les peuples ne peuvent pas s'offrir à n'importe quelle heure de leur destinée. L'Espagne se perdait aux jeux de la politique. Primo de Rivera l'a sauvée en substituant à ce désordre factice l'ordre réel du travail et de l'organisation.

ITALIE

Mussolini

De M. Henry Bordeaux, ce portrait du dictateur (Illustration) :

Un immense atelier, où il n'y a qu'un sculpteur en proie à un immense buste, une immense table de travail où il y a place pour tout et où il n'y a plus rien, ou à peu près, car il est six heures du soir et le courrier est parti. C'est le vide. Un homme va le combler. Le voici. Il ne ressemble pas à ses portraits, et dans mon étonnement c'est ma première parole qui rompt la glace et que je m'étonne moi-même de prononcer aussi naturellement :

— Monsieur le Président, vous n'avez pas l'air si terrible que sur vos photographies.

— Il faut avoir l'air terrible.

Mais il sourit, ce qui achève la dissemblance. Car ce sourire est plein de grâce, presque de gentillesse. Le comte Mollé disait qu'il n'avait connu que deux sourires irrésistibles, celui de Napoléon et celui de Chateaubriand. Peut-être ce charme inattendu vient-il de la détente d'un masque trop volontaire?

Mussolini que j'ai eu le temps de regarder venir, tandis qu'il traversait la vaste pièce pour me joindre, est à peine plus grand que Bonaparte — lequel, d'ailleurs, n'était nullement petit comme une légende erronée et romantique le laissait croire pour en tirer un contraste. Mais il sait marcher et, parce qu'il porte bien la tête sur les épaules, il paraît plus haut que sa taille. Les cheveux s'éclaircissent, mais le front n'en paraît que plus beau. Le visage, complètement rasé, n'a pas ces méplats accentués que lui attribuent ses portraits, sans doute retouchés. Il est puissamment modelé, le nez un peu court, le menton carré, les lèvres un peu épaisses et le masque romain, chose curieuse, n'apparaît pas quand on détaille les traits, mais se décompose par l'ensemble. Les yeux, enfin, sont inoubliables. Pour employer une expression dont s'est servi Barbey d'Aureville peignant un personnage de ses romans : ils ne sont pas beaux, ils sont pires. Trop ronds pour être beaux, et de la forme des yeux de l'oiseau de proie, ils lancent un feu extraordinaire. Quand ils se fixent sur un objet, ils semblent le prendre ou le consumer. Ils entrent, ils pénètrent, ils brûlent. Guynemer, partant au combat, avait de ces yeux-là. Ils sont pour la plus grande part dans la fascination que Mussolini exerce.

Cette fascination, on la devine, même si l'on a le désir d'y échapper. L'homme est de la grande espèce. Je me souviens d'avoir vu un jour d'hiver — l'hiver 1917 — non sans surprise, Clemenceau assis sur un banc, à Compiègne, devant le palais qui servait alors d'abri au grand quartier général. Étonné de le voir là, je m'arrêtai pour le contempler. Il n'avait pas encore pris le pouvoir. Il mesurait sa future puissance. Dans son épais manteau sans plis, avec sa dure tête chinoise, il avait l'air d'une statue de Rodin. Au moulin de Regret, pendant la bataille de Verdun, j'ai rencontré souvent le général Mangin, pareil au sanglier de Benvenuto, qui flairait le point sensible où la Victoire, sans nul doute, était assise en l'attendant. Voici longtemps déjà que je regarde les hommes : Mussolini est de cette race-là, inaccessible à la crainte, et qui n'est soumise qu'à la patrie.

RUSSIE

Sazonov

M. Jules Cambon consacre à l'ancien ministre, qui vient de mourir, un article dont nous extrayons ces lignes. (Revue des Deux-Mondes, du 15 janvier) :

Lorsque les événements de 1914 éclatèrent, M. Sazonov eut la même volonté de paix qu'avaient, à Londres, Sir Edward Grey, et, à Paris, M. Poincaré et M. Viviani. L'Autriche avait remis à Belgrade cet ultimatum extraordinaire qui déclencha la guerre et elle n'avait accordé au gouvernement serbe que deux jours pour y répondre. M. Sazonov demanda instamment que le gouvernement de Vienne prolongeât au moins de quarante-huit heures ce délai si court, pour permettre aux puissances neutres de

s'interposer. Dédaigneusement, Vienne refusa de rien entendre et, à Berlin, M. de Jagow déclara qu'il était trop tard pour rien changer à ce que Vienne avait fait. Vienne et Berlin se croyaient si sûrs du succès! Depuis, on a accusé l'impérialisme du vieilambassadeur d'Autriche à Berlin, le comte Szogenyi. On a dit qu'il avait été un intermédiaire incapable entre les deux cours. C'est une pitoyable défense. J'ai beaucoup connu le comte Szogenyi : il avait sans doute une expérience qui lui permettait trop bien de juger la politique qu'il servait; c'était un homme d'un esprit très fin, sous des apparences un peu originales, et il est commode de le charger, aujourd'hui, des péchés des deux chancelleries.

Pendant le cours de cette terrible crise, M. Sazonov multiplia les démarches et s'associa à toutes celles de l'Angleterre et de la France : il consentit même, sur la demande du Foreign Office, à laisser l'Autriche occuper Belgrade et à arrêter tous les préparatifs militaires de la Russie, si l'Autriche voulait bien promettre de respecter la souveraineté de la Serbie. Rien n'y fit : l'empereur Guillaume disait : « maintenant ou jamais, » et les deux états-majors jugeaient que jamais l'occasion d'en finir avec la Serbie n'avait été plus favorable.

J'admire souvent comme les publicistes, qui écrivent sur ces terribles événements, épiloguent sur les moindres détails. On voit bien qu'ils n'ont pas vécu dans la fournaise. Ils ne se doutent pas que, sous l'avalanche des télégrammes, plus ou moins tronqués, qui nous arrivaient, le plus difficile était de discerner la vérité. Quant à moi, qui étais, pour ainsi dire, séparé de Paris, je sais bien que ma préoccupation constante était de ne rien faire qui pût contredire mon gouvernement. On a reproché à la Russie d'avoir mobilisé la première : il est possible qu'elle l'ait fait, mais l'Autriche, lorsque, quelques heures après, elle a mobilisé, ignorait la décision de la Russie, tandis qu'au contraire l'empereur Nicolas quand, après beaucoup d'hésitation, il donna son assentiment à la demande de ses généraux, dit à M. Sazonov : « Il le faut bien, puisque l'Autriche a mobilisé. » L'infortuné souverain, préoccupé de maintenir la paix à tout prix, avait même, sans que ses ministres en fussent avertis, télégraphié personnellement à l'empereur Guillaume, en faisant appel à sa sagesse et à son amitié pour lui demander de soumettre le différend austro-serbe au tribunal de La Haye, — et il n'avait pas reçu de réponse.

MEXIQUE

La terreur mexicaine

Des martyrs calomniés : le P. Pro et ses compagnons.

Calles les a appelés dynamitards et la presse impie du monde entier a publié les photographies barbares de leur fusillade en les traitant de responsables de l'attentat contre Obregon. Preuves : la seule parole de l'inspecteur de police général Roberto Cruz — l'homme qui fit fouetter des femmes et traiter de la manière la plus vile des jeunes filles prisonnières — le barbare, praticien de la torture, pour soutirer aux prisonniers des révélations conformes à ses plans de vengeance — celui-là même qu'un reporter anglais, Mac Cullagh, après avoir étudié sur place la situation, a peint en traits patibulaires — voilà ce R. Cruz, dont un écrivain libéral M. Nemesio Garcia Naranjo a dit, à cette occasion, que c'est le seul juge qui reste encore au Mexique, où il cumule les rôles d'accusateur, de juge et de bourreau. Lisez les journaux mexicains de la seconde quinzaine de novembre. Quoiqu'ils soient soumis à la plus étroite censure calliste, vous n'y trouverez pas la moindre preuve de culpabilité des fusillés du 23 novembre en dehors des affirmations de Cruz, lequel, sans constituer de tribunal, ni permettre aux accusés de communiquer avec personne,

hormis l'affirmation d'innocence qu'ils donnèrent aux journalistes, les fit passer par les armes.

Mais l'opinion publique n'est pas si facilement trompée. Ceux que Calles a fait tuer comme dynamitards, le Mexique les a acclamés comme martyrs, obéissant à une impulsion spontanée et générale. Leurs funérailles furent une véritable apothéose et leur mémoire est sacrée dans le cœur des Mexicains, alors que le délit déjà terrible de Calles et de Cruz s'accroît d'un quadruple assassinat.

Qui donc a fomenté l'attentat contre Obregon? On n'a pas de certitude à cet égard. Obregon, lui-même, l'attribue immédiatement à ses ennemis politiques, les antiréélectionnistes; il ajouta qu'il le croyait ourdi par de hauts personnages de l'administration; d'aucune manière, il ne l'a attribué à la Ligue de défense religieuse, qui l'a cependant expié. La rumeur populaire, toujours croissante, montre du doigt Morones, ministre du Travail, et arbitre des bolchevistes de la C. R. O. M., ce qui est vraisemblable, car Morones et Obregon sont ennemis, celui-là ayant été exclu de la candidature à la présidence, qu'il ambitionnait. Beaucoup de soupçons vont encore plus haut et visent Calles lui-même, qui aurait agi par l'intermédiaire de Morones.

Historique succinct des faits.

Le 13 novembre 1927, près de Chapultepec, une bombe fut jetée d'une automobile sur la voiture d'Obregon; celui-ci ne fut pas atteint, la voiture seulement fut avariée. L'escorte du magnat poursuivait les dynamitards à coups de fusil, blessant gravement le chauffeur Lamberto Ruiz. Deux autres occupants de l'automobile, dont on ignore l'identité, purent s'échapper. Ruiz reçut une balle qui entra par la nuque et sortit par l'œil; transporté à l'hôpital, il ne tarda pas à mourir. Un pauvre ouvrier indien Juan Tirado, passait à peu de distance de l'endroit où éclata la bombe; au bruit de l'explosion, il s'enfuit effrayé; on le rattrapa, on essaya de le « confesser », on le battit, et il fut atteint d'une pneumonie. Il devait être ensuite fusillé.

Après la mort de Ruiz, Robert Cruz fit arrêter M^{lle} Joséphine Montes de Oca, sur les prétendues déclarations du chauffeur (qui était dans l'impossibilité de parler, en raison de sa blessure); on aurait trouvé, dans la maison de cette demoiselle, du matériel pour faire des bombes; elle nia et fut libérée quelques jours plus tard.

Toujours d'après les pseudo-déclarations du chauffeur défunt, rapportées par Cruz, on arrêta alors le P. Jésuite Michel Augustin Pro et son frère Humbert, à leur domicile, dans la matinée du 17, et peu de temps après, l'ingénieur Louis Segura Vilchiz, qu'on manda de son bureau, comme s'il s'agissait d'une affaire; aucun des trois n'opposa de résistance. Enfermés dans les humides et infects cachots de l'inspection de police, et mis au secret, ils ne passèrent devant aucun tribunal, malgré leur demande de prouver leur innocence; on ne leur permit d'entretien avec personne, sinon quelques instants en présence de Cruz, avec les journalistes.

Segura et Tirado ne parlèrent pas. Le P. Pro et son frère, suivant les journaux *Excelsior* et *Universal* (22 novembre) nièrent énergiquement toute participation au délit et ajoutèrent qu'ils comptaient bien démontrer leur affirmation devant les tribunaux; ils ne savaient pas qu'ils étaient condamnés à mort.

L'inspection de la police est au centre de la capitale. Dès les premières heures, le 23, on nota autour de l'édifice un fort mouvement de troupes, on renforça la garde, on ferma les portes et l'entrée fut interdite même aux parents les plus proches des prisonniers. Ceux-ci déjeunèrent tranquillement, ignorant le sort qu'on leur réservait. En attendant, la foule augmentait, soupçonnant quelque chose de grave. M^{lle} Anne-Marie Pro arriva désolée; collée à la grille, elle dut entendre les décharges meurtrières.

A 10 h. 30, on retira le P. Pro de son cachot. D'un pas tranquille, en priant et offrant le pardon à ses bourreaux, il se dirigea vers l'endroit du supplice, un mur contre lequel les policiers faisaient des exercices de tir. Il y avait là des silhouettes humaines faisant office de cibles; on amena le martyr au milieu de deux d'entre elles, contre une borne. La seule faveur qu'il sollicita fut qu'on le laissât prier quelques instants; il se mit à genoux, embrassa le crucifix et son chapelet, et récita son oraison dernière. Puis il se leva, regarda de face les six policiers ét, en étendant les

bras en croix, il dit à ses bourreaux : « Que Dieu ait pitié de vous tous » et il reçut cinq balles dans la poitrine ».

Le jeune Segura s'avança bravement à son tour; il se mit à côté, du cadavre du P. Pro, leva la tête, se dressa la poitrine en avant les bras derrière le dos, et, regardant de face les assassins, il tomba.

Suivit alors Humbert Pro, plus jeune. On le fit marcher dans le sang de son frère; il tira de la poche une médaille, la baisa et, la tenant en main, il reçut bravement la décharge.

Le pauvre ouvrier Tirado sortit enfin, tremblant de fièvre enveloppé de sa couverture. Deux fois il demanda de voir sa mère, on étouffa sa prière par les décharges.

L'infâme Roberto Cruz assistait en fumant aux exécutions comme à une course de taureaux; les photographies montrent son impassibilité bestiale. C'est lui qui manda les photographes des journaux pour reproduira les épisodes de cette exécution barbare.

Ce qu'était le Père Pro.

Le Père Miguel Augustin Pro, S. J., était le fils d'une riche famille de Locotecas dépouillée de ses biens par la révolution impie de Carranza. Il naquit à Concepcion de Oro le 13 janvier 1891. Il entra dans la Compagnie de Jésus en 1911, fut exilé avec ses frères de religion en 1914 et passa huit mois en Californie. Il continua ses études de philosophie et lettres à Grenade (Espagne), exerça le ministère pendant deux ans à Grenade (Nicaragua), étudia ensuite la théologie pendant deux ans à Sarria (Barcelone) et autant de temps, à Enghien (Belgique), où il se spécialisa en sociologie (1). Partout, il laissa un souvenir agréable et ineffaçable. Esprit fin et primesautier, volonté énergique et cœur généreux, bonne humeur sachant dissimuler les souffrances physiques et morales, caractère exubérant, plein de ressources, se tirant des situations les plus difficiles, c'était un religieux de vertus solides et de zèle ardent. En 1926, lorsque l'orage mexicain éclata, ayant à peine un an d'ordination, il trouva l'occasion d'accomplir son désir de sacrifice. Exténué par deux opérations chirurgicales, mais d'une constante bonne humeur, son ardeur s'excitait à la pensée de la persécution. Il entra à Mexico précisément au moment où on allait suspendre le culte. Son zèle apostolique était sans limites. A deux reprises on le retira évanoui du confessionnal où il passait presque toute la journée. Lorsque, au mois d'août 1926, les prêtres durent cesser d'officier dans les églises, le P. Pro se voua au ministère dans les maisons particulières. Certains premiers vendredis, il distribua 1,200 communions. La Ligue le nomma chef des jeunes conférenciers, une charge qui lui valut son premier emprisonnement; il fut libéré parce qu'on ignorait sa qualité de prêtre. Administrant les sacrements, organisant des missions dans la capitale et les environs, il risquait constamment sa vie, car les espions le traquaient, et la police secrète suivait sa piste depuis décembre 1926. Il remplit d'admiration ses confrères. Nommé enfin chef de la commission des secours, il aida un grand nombre de familles ruinées pour avoir été fidèles au Christ.

Le P. Pro était déjà une figure notable de l'Eglise mexicaine et Carlos devait songer à l'éliminer, de même que son frère Humbert et l'ingénieur Segura, deux belles espérances de la patrie catholique.

Le triomphe des martyrs.

Le vieux D. Miguel Pro, vaillant chrétien, père des deux héros, fut informé par les journaux de la mort tragique de ses fils et s'empressa de recueillir leurs corps. La chapelle ardente fut installée chez lui, et devant les dépouilles vénérables défilèrent des milliers de personnes qui embrassèrent les cercueils, leur firent toucher des objets de piété et emportèrent comme des reliques jusqu'aux dernières pétales des fleurs qui les entouraient.

Le 23 novembre, le défilé dura jusqu'à 11 heures du soir, le lendemain, de 6 heures du matin jusqu'à 3 h. 1/2 de l'après-midi. A ce moment, la foule se convertit en un véritable fleuve pour les conduire à la tombe. Dans la nuit du 23, il se passa des scènes rappelant celles des catacombes : le Saint Sacrement fut exposé, alternativement sur les deux cercueils. Plusieurs prêtres récitèrent l'office des défunts et célébrèrent la messe. Le père des martyrs

(1) Le Père Pro prit part à la première semaine d'études de la J. C. O., à Fayt, en 1925.

passa de longues heures en prières au milieu des deux corps, les bras en croix, appuyés sur les deux cercueils, noblement fier, rendant grâce à Dieu et pardonnant aux bourreaux.

L'heure de la sépulture étant là, les prêtres se disputèrent l'honneur de porter ces saints corps jusqu'aux corbillards, les plus luxueux de la capitale. Ce fut alors une marche triomphale comme on n'en vit jamais. La multitude immense tomba à genoux; ce furent des larmes, des cris de victoire et des applaudissements. La foule s'accrut sans cesse, jusqu'au cimetière de Dolores, suspendant le trafic pendant plusieurs heures. Comme un défi aux tyran, on criait sans arrêt : « Vive le Christ-Roi, vivent les saints martyrs — vive le Pape — vivent nos Evêques — vivent les Prêtres — vive la Religion — Dieu, si tu veux des martyrs, voici notre sang et notre vie, etc. ». La foule fut évaluée par les journaux à 20,000 personnes; toutes les classes sociales s'y trouvaient, quoique ce fut un jour de travail; il y avait 300 automobiles. Tout le trajet n'était qu'un tapis de fleurs. A l'arrivée au cimetière, une autre foule attendait; un Père Jésuite prononça une courte allocution la multitude éclata en nouveaux vivats et cantiques.

Le père des martyrs jeta la première pelletée de terre sur les cercueils, et aux Jésuites qui l'accompagnaient il demanda qu'on entonnât le *Te Deum*.

Un triomphe semblable marqua les funérailles de l'ingénieur Segura et de l'ouvrier Tirado.

(De source mexicaine directe.)

GRANDS VINS DES

Côtes du Rhône,
du Maconnais, de Bourgogne,

etc. etc.

en Bouteilles et en Fûts

LE

Châteauneuf du Pape

- LE VIN PRÉFÉRÉ DES PAPES D'AVIGNON -

R. & G. KONINCKX

NÉGOCIANTS EN VINS

47-49, rue de la Langue Haie

BRUXELLES

Échantillons gratuits et tarifs sur demande

Usines P.-E. BARBÉ

Quai de l'Abattoir - HERSTAL
Motos --- Vélos et Accessoires

SPÉCIALITÉS :

Jantes pour motos et vélos, garde boue,
Moyeux, tiges de selle, cadres pour vélos

Exportation

Soc. Anon. Construction Industrielle

Entreprises générales
Béton Armé — Charpentes métalliques
Bureau d'Études

22, rue du Rempart, Alost

Téléphone 56

Albert Selderslagh

BANQUE ET CHANGE

51, Rue du Commerce, 51, BRUXELLES

Téléph. : 352.70-275,56

Ch.-postaux : 177.780

Toutes opérations de Bourse sur places belges et étrangères

Encaissement de coupons — Souscriptions à toutes
émissions et emprunts. — Renseignements financiers

Bureaux ouverts de 9 h. à 13 h. et de 14 h. à 18 h.

Comptes courants et à terme

Fabrique de Sommiers Métalliques

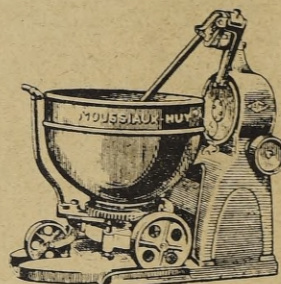
N^T MANGAM

Rue Large-Voie, 226 - HERSTAL

Téléphone : 137 Herstal

Téléphone : 137 Herstal

BOULANGERS! PATISSIERS!



UTILISEZ LE

PÉTRIN "JAMF"

J. & A. MOUSSIAUX & Frères

à HUY.

PÉTRIN MÉCANIQUE : à Trompe et Cuve tournante
et basculante.

PÉTRIN CYLINDRIQUE : à Bras pétrisseur rotatif et
Cuve fixe.

PLAN D'INSTALLATION COMPLÈTE

Librairie Albert DEWIT

53, rue Royale, BRUXELLES

Viennent de paraître :

Bibliothèque d'Histoire contemporaine de Belgique

Emile Banning

Les Origines et les Phases de la Neutralité Belge

publié par ALFRED DE RIDDER

Directeur général de la Noblesse et des Archives au Ministère
des Affaires étrangères.

Un beau volume in-8° de 276 pages fr. 20—

Précédemment paru dans la même collection :

Le Mariage du roi Léopold II, d'après des documents
inédits, par ALFRED DE RIDDER. Un volume in-8° de
297 pages. fr. 15—

CODE DE COMMERCE

en tableaux synoptiques avec notes et documents pratiques
par P. BRÉMONT.

Un beau et fort volume grand in-4° de 360 pages. fr. 60—

FONDS DES MIEUX DOUÉS

Lois coordonnées des 15 octobre 1921-25 juin 1927

Commentaire par LÉON BAUWENS

Secrétaire de l'Instruction publique. — Directeur général
de l'enseignement primaire au Ministère des Sciences et des Arts.

Un beau volume in-8° de 77 pages fr. 6.50